



Avis thématiques du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Compilation (2009-2013)



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

Photos de couverture:

Photo Nations Unies / Jean-Marc Ferré

Photo Nations Unies / HCDH / Samia Slimane

© Tutu Mani Chakma, 2013

**Avis thématiques
du Mécanisme d'experts
sur les droits des peuples
autochtones
Compilation (2009-2013)**



Photo Nations Unies / E. Debebe

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Synthèse des avis du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones	4
Le droit des peuples autochtones à l'éducation	8
Avis n° 1 (2009) du Mécanisme d'experts sur le droit des peuples autochtones à l'éducation	10
Les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions	14
Avis n° 2 (2011) du Mécanisme d'experts: Les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions	16
Les langues et cultures des peuples autochtones	22
Avis n° 3 (2012) du Mécanisme d'experts, relatif aux langues et cultures des peuples autochtones	24
Le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions, l'accent étant mis sur les industries extractives	30
Avis n° 4 (2012) du Mécanisme d'experts: Les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, l'accent étant mis sur les industries extractives	32
L'accès à la justice pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones	42
Avis n° 5 (2013) du Mécanisme d'experts: Accès à la justice pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones	44
Annexes	47
Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	48
Brèves synthèses des études conduites par le Mécanisme d'Experts sur les droits des peuples autochtones	55

Avis thématiques du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Compilation (2009-2013)



Introduction

PRÉSENTATION DU MÉCANISME D'EXPERTS SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Sous l'effet de la résolution 6/36, le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a été établi en 2007 par le Conseil des droits de l'homme en tant que mécanisme d'experts subsidiaire au Conseil. Il se compose de cinq experts en matière de droits des peuples autochtones, généralement issus de chacune des cinq régions géopolitiques du globe – l'origine autochtone étant un critère important dans leur nomination. Au titre de son mandat, le Mécanisme d'experts a vocation à fournir au Conseil des droits de l'homme une expertise thématique en matière de droits des peuples autochtones, essentiellement sous forme d'études et de recherches, de la manière et dans la forme voulues par le Conseil. Il peut également présenter des propositions au Conseil pour examen et approbation. Le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme assure le secrétariat du Mécanisme d'experts et fournit en outre un appui technique et financier.

FONCTIONNEMENT DU MÉCANISME D'EXPERTS

Sessions annuelles

Chaque année, le Mécanisme organise une session de cinq jours – réunissant des centaines de représentants de gouvernements, de communautés autochtones, d'organisations non gouvernementales et des milieux universitaires – afin de préparer des réponses aux demandes d'expertise soumises par le Conseil des droits de l'homme et examiner dans quelle mesure la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones peut contribuer à améliorer l'existence de ces communautés.

Études thématiques

Le Mécanisme apporte son expertise principalement sous la forme d'études et d'avis portant sur des questions spécifiques aux droits des peuples autochtones. Il est à l'origine de quatre études jusqu'à présent, qui abordent le droit des peuples autochtones à l'éducation, le droit de participer à

la prise de décisions, le rôle des langues et de la culture ainsi que l'accès à la justice, et il a publié un rapport de suivi sur le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions, l'accent étant mis sur les industries extractives.

Le Mécanisme collabore étroitement avec le Rapporteur Spécial sur les droits des peuples autochtones, avec l'Instance permanente sur les questions autochtones, de même qu'avec d'autres mécanismes des Nations Unies et institutions compétentes en matière de droits de l'homme.

UTILISATION DES ÉTUDES ET AVIS DU MÉCANISME D'EXPERTS À DES FINS DE PROMOTION ET DE PROTECTION DES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Les études et avis proposés par le Mécanisme d'experts ont vocation à favoriser une meilleure compréhension des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à proposer des mesures concrètes à l'intention des États, des peuples autochtones, de la société civile, des organisations internationales, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres entités, afin de promouvoir son application. Dans le cadre de ces études et avis, un accent particulier a été placé sur la participation des peuples autochtones, eux-mêmes, aux décisions qui affectent leur vie. Les études et avis du Mécanisme d'experts aspirent à faire progresser la promotion et la protection des droits des peuples autochtones, en clarifiant les implications des principes phares que sont par exemple l'autodétermination et le consentement libre, préalable et éclairé, en passant en revue les bonnes pratiques et les défis posés dans un vaste éventail de domaines liés aux droits des peuples autochtones, et en suggérant des mesures pouvant être adoptées par les États et d'autres entités en termes de lois, politiques et programmes.





Synthèse des avis du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

AVIS N° 1: LE DROIT DES PEUPLES AUTOCHTONES À L'ÉDUCATION

L'avis n° 1 (2009) du Mécanisme d'experts se rapporte au droit des peuples autochtones à l'éducation, réaffirmant l'éducation en tant que droit humain universel et en tant que droit concourant à l'autonomisation de l'individu – avec des implications en matière de développement individuel et collectif, de réalisation du droit à l'autodétermination et d'utilisation des terres, territoires et ressources naturelles. Fondé sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, l'avis n° 1 met en exergue le droit des peuples autochtones de dispenser et de recevoir un enseignement selon leurs méthodes traditionnelles et le droit d'intégrer leurs propres perspectives, valeurs et langues.

Le Mécanisme d'experts invite instamment les États à promouvoir la compréhension et le respect pour les méthodes traditionnelles d'enseignement et d'apprentissage, à faire en sorte qu'une éducation de qualité soit accessible à tous les peuples autochtones, à promouvoir l'éducation interculturelle et l'enseignement des droits de l'homme, et à établir et appliquer strictement des dispositions visant à éliminer la discrimination à l'égard des peuples autochtones dans le système éducatif. En outre, le Mécanisme d'experts insiste sur la nécessité d'élaborer et d'appliquer, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, les programmes et services éducatifs qui leur sont destinés. L'avis n° 1 aborde la question de l'autonomie sur le plan éducatif, notant que les États devraient soutenir les efforts déployés par les peuples autochtones pour maintenir et développer leurs propres systèmes et institutions dans le domaine éducatif. À cette fin, des lois et politiques adéquates devraient être élaborées et des ressources allouées afin de soutenir les établissements d'enseignement traditionnel et formel chargés d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes appropriés pour les peuples autochtones et avec leur participation.

L'avis n° 1 recommande aux États de promouvoir toutes les langues autochtones en appuyant la mise au point de méthodes d'enseignement et de matériels

d'alphabétisation et d'orthographe dans la langue de l'apprenant. Il souligne par ailleurs la nécessité que soient élaborées des données ventilées sur l'éducation afin de mieux identifier les obstacles qui empêchent les peuples autochtones d'exercer pleinement leur droit à l'éducation, et des mesures visant à assurer l'éducation des filles et des femmes autochtones à tous les niveaux.

AVIS N° 2: LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LE DROIT DE PARTICIPER À LA PRISE DE DÉCISIONS

L'avis n° 2 (2011) concerne le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions. Il met en avant le fait que les droits à la prise de décisions et la participation des peuples autochtones aux décisions qui les concernent sont essentiels pour leur permettre d'exercer leurs autres droits. Il examine le cadre légal qui appuie le droit de participer à la prise de décisions, en faisant la part belle à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et aux dispositions de celle-ci relatives au droit à l'autodétermination et à la question du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Le Mécanisme d'experts souligne le fait que, dans le contexte des peuples autochtones, le droit de participation revêt un aspect collectif.

Une vaste section de l'avis n° 2 est consacrée à l'obligation des États de consulter les peuples autochtones et d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé. L'obligation pour l'État d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones devrait permettre à ces derniers de déterminer de manière effective l'issue des prises de décisions qui les affectent, et pas seulement de participer à ces processus. L'obligation de consulter les peuples autochtones s'applique à chaque fois qu'une mesure ou une décision affectant spécifiquement les peuples autochtones est envisagée. Elle s'applique également dans des situations où l'État envisage des décisions ou mesures susceptibles d'avoir des conséquences pour la société dans son ensemble, mais qui affectent au premier chef et même de manière disproportionnée les peuples autochtones.

L'avis n° 2 énumère un certain nombre de mesures encourageant la mise en œuvre du droit de participer à la prise de décisions. Ces mesures incluent la réforme des processus régionaux et internationaux afin de garantir la pleine participation des peuples autochtones; le respect des structures de gouvernance

traditionnelles des peuples autochtones; l'adoption et l'application de dispositions constitutionnelles et juridiques garantissant la participation des peuples autochtones à la prise de décisions dans la droite ligne de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones; et la garantie que les peuples autochtones aient la capacité financière et technique de s'engager dans ces processus. Le Mécanisme d'experts recommande en outre que les États, les organisations internationales et les organisations représentant les peuples autochtones facilitent la pleine participation des femmes autochtones et des jeunes autochtones à leurs activités. Enfin, l'avis met en exergue le rôle que peuvent jouer les institutions nationales des droits de l'homme en favorisant la participation des peuples autochtones aux décisions sur les questions qui les concernent.

AVIS N° 3: LES LANGUES ET CULTURES DES PEUPLES AUTOCHTONES

L'avis n° 3 (2012) du Mécanisme d'experts se rapporte à la question des langues et cultures des peuples autochtones, et plus précisément leur rôle central dans l'identité de ces peuples en tant que

communautés et individus. Les cultures autochtones comprennent des aspects tels que les modes de vie des peuples concernés, leurs liens avec leurs terres et leurs territoires, leurs savoirs traditionnels, leur spiritualité, leurs philosophies et leurs arts. L'avis souligne que la Déclaration sur le droit des peuples autochtones devrait être à la base de toutes les mesures prises pour protéger et promouvoir les droits linguistiques et culturels de ces peuples. Il insiste par ailleurs sur l'impact préjudiciable des politiques d'assimilation sur les langues et cultures autochtones, qui ont parfois abouti à la quasi-extinction de ces langues et cultures, et il appelle à des mesures vigoureuses pour remédier aux effets des discriminations passées et actuelles dont les autochtones, peuples et individus, ont été ou sont victimes en raison de leur culture et de l'utilisation de leur langue.

Certaines des mesures suggérées pour les États reconnaissent ces langues et cultures dans leur constitution, leur législation et leurs politiques; respectent le droit à l'autodétermination culturelle ainsi que l'obligation pour les États d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, des peuples autochtones lorsqu'ils élaborent et appliquent des lois et politiques



relatives aux langues et cultures autochtones; veillent à promouvoir la protection, la promotion et le respect des cultures et des langues autochtones, y compris à travers le soutien à l'apprentissage et à l'enseignement des langues autochtones; et prévoient des mécanismes de réparation en cas de préjudice causé aux peuples autochtones par leurs lois et politiques.

L'avis n° 3 insiste sur le fait qu'il incombe au premier chef aux peuples autochtones de prendre en main la promotion et la protection de leurs langues et d'œuvrer de concert pour transmettre leur langue et leur culture aux jeunes générations. Il leur incombe du reste de veiller à ce que tous les autochtones, en particulier ceux qui sont susceptibles d'être exclus, jouissent de leur culture sur un pied d'égalité.

Pour conclure, l'avis n° 3 propose un certain nombre de mesures à l'adresse des institutions internationales, des institutions nationales des droits de l'homme, des médias et des musées, afin de protéger et promouvoir les langues et cultures des peuples autochtones. Ces mesures incluent la mise à disposition de ressources et d'expertise à des fins de promotion et de protection, mais aussi de revitalisation, de ces langues et cultures.

AVIS N° 4: LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LE DROIT DE PARTICIPER À LA PRISE DE DÉCISIONS, L'ACCENT ÉTANT MIS SUR LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

L'avis n° 4 (2012) du Mécanisme d'experts vient compléter l'avis n° 2 sur le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions, en mettant l'accent sur les industries extractives. Fondé sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, sur diverses sources de jurisprudence et sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, il met en lumière la souveraineté permanente des peuples autochtones sur leurs ressources naturelles.

Le Mécanisme d'experts insiste sur la responsabilité qui incombe aux États de veiller à ce que des consultations adéquates soient organisées pour obtenir le consentement, mais les entreprises sont elles aussi tenues de respecter les droits de l'homme. Les consultations des peuples autochtones au sujet des activités extractives envisagées devraient commencer dès le début de la planification du projet, et les peuples autochtones devraient participer à la conception des mécanismes de consultation. L'avis n° 4 fait la part belle à la question du consentement préalable, exprimé librement et en connaissance de cause, dans

le contexte des industries extractives, en évoquant des cas où l'obligation d'obtenir le consentement préalable est contraignante (enlèvement de force, par exemple) et d'autres cas où elle est fonction du contexte.

L'avis n° 4 souligne que l'information concernant l'impact potentiel des activités extractives devrait être présentée de manière à pouvoir être comprise par les peuples autochtones et aborder l'ensemble des risques éventuels. Par ailleurs, les procédures de consultation devraient être adaptées au plan culturel et menées de bonne foi. Le Mécanisme d'experts conseille aux États d'établir, conjointement aux peuples autochtones, des mécanismes permanents permettant de consulter les peuples autochtones et de fournir des indications sur les points suivants: déterminer à quel moment les consultations sont requises, identifier les représentants avec lesquels les consultations doivent être menées, mener les études d'impact environnemental et social requises, faire en sorte que l'opinion des peuples autochtones sur l'activité extractive soit prise en compte et proposer si besoin des services de traduction et d'interprétation.

Le Mécanisme d'experts conseille aux industries extractives d'évaluer les risques et les impacts effectifs de leurs activités sur les peuples autochtones et de veiller au respect du droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions. Leur volonté de respecter ces droits devrait être reflétée dans leurs politiques et processus. Les industries extractives sont encouragées à soutenir, notamment financièrement, des mécanismes propres à assurer que le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions est respecté. Enfin, le Mécanisme d'experts insiste sur le fait que le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions comprend aussi, dans le cadre de l'exercice de leur souveraineté, le droit de ne pas consentir à l'exploitation des ressources.

AVIS N° 5: L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR PROMOUVOIR ET PROTÉGER LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

L'avis n° 5 (2013) du Mécanisme d'experts concerne l'accès à la justice pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones. Il stipule que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones devrait constituer le fondement de toutes les mesures dans ce domaine et que sa mise en œuvre devrait être considérée comme un cadre de réconciliation et un moyen d'assurer l'accès des autochtones à la justice.

MÉCANISME D'EXPERTS SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

L'accent est mis sur le concept d'auto-détermination, qui implique de reconnaître les systèmes de justice traditionnels des peuples autochtones. Le Mécanisme d'Experts souligne par ailleurs la nécessité de parvenir à une communauté de vues, entre peuples autochtones et États, sur ce que l'on entend par justice et les meilleurs moyens d'assurer l'accès à la justice. L'avis fait observer que les rapports entretenus par les peuples autochtones avec les systèmes de justice pénale nationaux ne peuvent pas être considérés isolément de certains facteurs historiques ou de la situation économique, sociale et culturelle actuelle.

L'avis n° 5 propose une série de recommandations à l'endroit des États, axées sur la reconnaissance et le soutien des systèmes de justice traditionnels ainsi que sur la nécessité de remédier aux facteurs sous-jacents qui empêchent les peuples autochtones d'accéder à la justice dans des conditions d'égalité avec les autres. Les mesures spécifiques incluent, pour les États, de s'employer, en collaboration avec les peuples autochtones, en particulier les femmes, à déterminer quelles sont les stratégies les plus efficaces pour venir à bout des obstacles à l'accès à la justice, de contribuer au renforcement des capacités des communautés autochtones eu égard à l'utilisation des systèmes juridiques, et de former et sensibiliser les agents de la force publique et le personnel judiciaire. L'avis n° 5 soumet également des recommandations spécifiques

aux États dans les domaines de la justice pénale et la justice transitionnelle.

Il suggère que les peuples autochtones devraient renforcer leur action visant à faire reconnaître leurs systèmes de justice traditionnels et militer en faveur de la prise en considération expresse de leurs intérêts particuliers dans le cadre des initiatives de justice transitionnelle. En outre, les systèmes de justice transitionnelle devraient garantir que les femmes et les enfants autochtones ne sont victimes d'aucune forme de discrimination et assurer l'accès à la justice des personnes autochtones handicapées.

Il est conseillé aux institutions internationales d'aider les peuples autochtones à engager des actions en justice stratégiques, de consacrer des ressources à la formation des agents des forces de l'ordre et du personnel judiciaire sur les droits des peuples autochtones et de collaborer avec les peuples autochtones en vue d'alimenter une réflexion plus approfondie en matière de processus de recherche de la vérité et de réconciliation, et de contribuer au renforcement de capacités à cet égard. Le rôle des institutions nationales des droits de l'homme est lui aussi abordé, notamment en améliorant l'accès des peuples autochtones à la justice et en promouvant la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au niveau national.



Le droit des peuples autochtones à l'éducation





Avis n° 1 (2009) du Mécanisme d'experts sur le droit des peuples autochtones à l'éducation

A/HRC/12/33

1. L'éducation est un droit universel fondamental pour l'exercice d'autres droits de l'homme; toute personne a droit à l'éducation, conformément au droit international relatif aux droits de l'homme. L'éducation est aussi un droit qui concourt à l'autonomisation de l'individu et permet à des personnes économiquement et socialement marginalisées de se procurer les moyens de participer pleinement à la vie et à l'économie de leurs communautés et de la société tout entière.

2. L'éducation est le principal outil de développement individuel et collectif des peuples autochtones; elle est la base indispensable de leur capacité à réaliser leur droit à l'autodétermination, y compris le droit de poursuivre leur propre développement économique, social et culturel.

3. Le droit des peuples autochtones à l'éducation comprend le droit de dispenser et de recevoir un enseignement selon leurs méthodes traditionnelles d'enseignement et d'apprentissage et le droit d'intégrer leurs propres perspectives, cultures, croyances, valeurs et langues dans les systèmes et institutions d'enseignement ordinaires. Le droit à l'éducation des peuples autochtones est un concept global avec des composantes mentales, physiques, spirituelles, culturelles et environnementales.

4. La pleine jouissance du droit à l'éducation, telle que consacrée par le droit international relatif aux droits de l'homme, est loin d'être une réalité pour la plupart des peuples autochtones. La privation de l'accès à une éducation de qualité est un facteur important contribuant à la marginalisation sociale, à la pauvreté et à la dépossession des peuples autochtones. Le contenu et l'objectif de l'éducation des peuples autochtones contribuent, dans certains cas, à l'assimilation de ceux-ci dans la société et à l'éradication de leurs cultures, de leurs langues et modes de vie.

5. Le droit de chacun à l'éducation est consacré par de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits

de l'homme, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention n° 117 de l'OIT sur la politique sociale et la Convention de l'UNESCO contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. Il est réaffirmé également dans divers instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme.

6. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants contiennent des dispositions spécifiques sur le droit à l'éducation des peuples autochtones. Plusieurs traités entre peuples autochtones et États reconnaissent le droit des peuples autochtones à l'éducation et aux services éducatifs en tant que droit conventionnel.

7. La Déclaration procède du même esprit que les instruments contraignants relatifs aux droits de l'homme et la jurisprudence internationale élaborée par des mécanismes et organes de surveillance internationaux, qu'elle complète. Interprétée conjointement avec d'autres instruments internationaux, la Déclaration représente un cadre normatif faisant autorité pour garantir la protection et la mise en œuvre des droits des peuples autochtones pleines et efficaces. Elle réaffirme le droit à l'éducation et prévoit son application compte tenu du contexte historique, culturel, économique et social des peuples autochtones.

8. L'article 14 de la Déclaration stipule que les peuples autochtones ont le droit d'établir et de contrôler leurs propres systèmes et établissements scolaires où l'enseignement est dispensé dans leurs propres langues, d'une manière adaptée à leurs méthodes culturelles d'enseignement et d'apprentissage. Il réaffirme des dispositions du droit international relatif aux droits de l'homme, en particulier le paragraphe 2 de l'article 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant et le paragraphe 3 de l'article 27 de la Convention n° 169 de l'OIT. Le droit des peuples autochtones à établir et à contrôler leurs systèmes et établissements scolaires s'applique, qu'il s'agisse des systèmes et établissements traditionnels ou formels.



9. De nombreuses autres dispositions de la Déclaration (art. 1, 2, 3, 4, 8 (1), 8 (2), 12, 13, 14 (2) (3), 17 (2), 31, 44) réaffirment ou reprennent dans leur essence des obligations conventionnelles relatives au droit à l'éducation déjà formulées, ou sont indissociablement liées à la disposition relative au droit à l'éducation qu'elle énonce, que l'on considère l'éducation traditionnelle ou formelle.

10. Étant donné que les concepts et les principes de l'éducation traditionnelle sont peu compris et respectés, les gouvernements sont invités instamment à promouvoir la compréhension et le respect pour les méthodes traditionnelles d'enseignement et d'apprentissage, en particulier en octroyant des ressources suffisantes aux initiatives prises par les peuples et les communautés autochtones pour renforcer ou mettre sur pied des actions concernant l'enseignement traditionnel.

11. Le droit des peuples autochtones à l'éducation traditionnelle peut être associé étroitement, ou dans certains cas indissociablement, à l'utilisation de leurs terres, territoires et ressources naturelles traditionnelles. L'État doit reconnaître en droit et protéger ces terres, territoires et ressources en respectant dûment les coutumes, le droit coutumier et les traditions des peuples autochtones.

12. Les États sont tenus, collectivement et individuellement, de faire en sorte qu'une éducation de qualité soit accessible à tous les peuples autochtones, sans aucune forme de discrimination interdite, acceptable au regard des normes internationales relatives aux droits de l'homme et adaptable aux circonstances et à l'intérêt supérieur des peuples autochtones. Les États devraient s'attaquer aux erreurs passées et notamment éliminer les stéréotypes, les terminologies inappropriées et autres éléments négatifs concernant les peuples autochtones dans les manuels et matériels éducatifs. Ils devraient promouvoir l'éducation interculturelle, établir et appliquer strictement des dispositions visant à éliminer la discrimination à l'égard des peuples autochtones dans le système éducatif.

13. Le Mécanisme d'experts est d'avis que les programmes et services éducatifs pour les peuples autochtones doivent être élaborés et appliqués en consultation et en coopération avec les peuples autochtones concernés de manière que soient pris en compte et intégrés leurs besoins, histoire, identité, intégrité, valeurs, croyances, culture, savoir faire

particuliers ainsi que leurs priorités et aspirations sociales, économiques et culturelles. Les programmes et services éducatifs destinés aux peuples autochtones devraient être de grande qualité, sûrs d'un point de vue culturel et appropriés et ne pas viser ou avoir pour résultat l'assimilation des peuples autochtones.

14. Les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont droit à l'autonomie sur le plan éducatif. Les États, en consultation et en coopération avec les peuples concernés, doivent faire en sorte que cette autonomie soit effective, y compris en finançant les initiatives en ce sens. Il faudrait considérer les peuples autochtones comme ayant payé d'avance les subventions que leur verse et que leur versera l'État, y compris dans le domaine de l'éducation, en partageant leurs terres, territoires et ressources avec d'autres.

15. Le Mécanisme d'experts estime que le droit des peuples autochtones à l'autonomie sur le plan de l'éducation englobe le droit pour eux de décider de leurs priorités dans ce domaine et de participer effectivement à la mise au point, à l'application et à l'évaluation des plans, programmes et services éducatifs susceptibles de les concerner, ainsi que le droit d'établir et de contrôler leurs propres systèmes et institutions, si tel est leur choix.

16. Les États devraient soutenir les efforts déployés par les peuples autochtones pour maintenir et développer leurs propres systèmes et institutions politiques, économiques, sociaux, culturels et éducatifs. Des lois et politiques nationales devraient être élaborées, ou celles qui existent déjà faire l'objet de réformes, et des ressources allouées pour soutenir les établissements d'enseignement traditionnel et formel chargés d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes et des activités appropriés pour les peuples autochtones et avec leur participation.

17. Le Mécanisme d'experts considère que l'adoption de lois et de politiques nationales se rapportant spécifiquement au droit des peuples autochtones à l'éducation et reconnaissant celui-ci, conformément au droit international relatif aux droits de l'homme, devrait être considérée comme étant prioritaire par les États. La reconnaissance constitutionnelle de l'existence des peuples autochtones et de leurs droits constitue une base juridique solide pour l'adoption et la mise en œuvre de lois sur les droits des peuples autochtones, y compris le droit à l'éducation.

MÉCANISME D'EXPERTS SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

18. Le Mécanisme d'experts recommande aux États d'adopter une politique progressive qui contribue à promouvoir toutes les langues autochtones. Des ressources suffisantes sont nécessaires pour financer la mise au point de méthodes d'enseignement, de matériels d'alphabétisation et d'orthographe dans la langue de l'apprenant.

19. Le Mécanisme d'experts insiste sur la nécessité que soient élaborées des données ventilées sur l'éducation et recommande aux États de mettre au point des méthodes et des systèmes de collecte de données ventilées et d'élaborer des indicateurs tenant compte des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le domaine de l'éducation, aux fins d'identifier les obstacles qui empêchent les peuples autochtones d'exercer pleinement leur droit à l'éducation et de réformer les lois et politiques relatives à l'éducation de manière qu'elles soient plus inclusives et prennent davantage en compte les valeurs et perspectives autochtones.

20. Il conviendrait de considérer comme prioritaires les mesures visant à assurer l'éducation des filles et des femmes autochtones à tous les niveaux. Le Mécanisme d'experts est d'avis que des instruments de dialogue contribueraient à régler les problèmes au sein des sociétés autochtones et à garantir l'égalité d'accès des filles et des femmes autochtones à l'éducation.

21. L'éducation des peuples autochtones devrait être holistique; les droits de l'homme, la protection environnementale, l'importance des terres et des

ressources pour les peuples autochtones et l'éducation physique devraient figurer au programme du système éducatif ordinaire.

22. L'enseignement des droits de l'homme fait partie intégrante de la promotion et de l'établissement de relations stables et harmonieuses entre les communautés et du développement de la compréhension mutuelle, de la tolérance et de la paix. Apprendre ce que sont les droits de l'homme est le premier pas sur la voie du respect, de la promotion et de la défense des droits de tous les individus et de tous les peuples.

23. Le Mécanisme d'experts recommande aux États d'identifier des problèmes spécifiques et les mesures qui permettraient de faire en sorte que le droit des peuples autochtones à l'éducation devienne réalité sur leurs territoires respectifs, en consultation et en coopération avec ceux-ci.

24. Le Mécanisme d'experts recommande aux États Membres de l'ONU d'accorder une attention particulière au droit à l'éducation des peuples autochtones dans le cadre du processus de l'Examen périodique universel et de ses procédures spéciales. De la même façon, il recommande que tous les organes de l'ONU créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme accordent de l'attention au droit à l'éducation des peuples autochtones dans leurs échanges avec les États parties, en particulier à l'occasion de l'examen périodique de leurs rapports.



Les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions





Avis n° 2 (2011) du Mécanisme d'experts: Les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions

A/HRC/18/42

1. Les peuples autochtones sont parmi les secteurs de la société les plus exclus, les plus marginalisés et les plus défavorisés, ce qui a eu des effets négatifs sur leur capacité à déterminer la direction de leurs propres sociétés, notamment dans la prise de décisions concernant les questions qui touchent à leurs droits et à leurs intérêts et qui peut encore être un facteur important contribuant à leur situation défavorisée. Les droits à la prise de décisions et la participation des peuples autochtones aux décisions qui les concernent sont nécessaires pour leur permettre de protéger, entre autres, leurs cultures, notamment leurs langues, ainsi que leurs terres, territoires et ressources. Dans de nombreux cas, cependant, les peuples autochtones ont pratiqué ou continuent de pratiquer leurs propres formes de gouvernance.

2. Le droit des peuples autochtones à la participation est bien établi en droit international. Plus récemment, le discours sur les droits autochtones a mis de plus en plus l'accent sur les droits des peuples autochtones non seulement de prendre part aux processus de prise de décisions les concernant, mais également de contrôler réellement l'issue de ces processus.

3. Cet éventail de droits est bien illustré par la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, qui contient plus de 20 dispositions générales relatives aux peuples autochtones et à la prise de décisions. Ces droits vont du droit à l'autodétermination, qui comprend le droit d'être autonome et de s'administrer soi-même, aux droits de participer et d'être activement associés aux processus de prise de décisions. D'autres dispositions établissent des obligations spécifiques des États d'assurer la participation des peuples autochtones à la prise de décisions, notamment d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé; de rechercher des accords librement consentis avec les peuples autochtones; de consulter les peuples autochtones et de coopérer

avec eux; et de prendre des mesures en concertation avec eux¹.

4. En tant qu'expression normative du consensus international qui existe concernant les droits individuels et collectifs des peuples autochtones d'une manière qui soit compatible avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme en vigueur, la Déclaration sur les droits des peuples autochtones offre un cadre d'action orienté vers la pleine protection et l'exercice intégral de ces droits, notamment le droit de participer à la prise de décisions.

5. Pour ce qui est des droits de participation, le droit international des droits de l'homme vise le droit de participer aux affaires publiques dans des termes généraux et particuliers, notamment dans diverses dispositions de traités des droits de l'homme, telles que l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux peuples autochtones et tribaux, 1989². La participation aux affaires publiques sous sa forme générale inclut l'association à la direction des affaires publiques. La participation électorale n'est qu'une expression spécifique du droit de participation. En outre, le droit de prendre part aux affaires publiques ne se limite pas à la participation aux institutions politiques officielles, mais il inclut également la participation aux activités civiles, culturelles et sociales à caractère public. Le droit de participer aux affaires publiques est traditionnellement défini comme un droit civil et politique de l'individu. Dans le contexte des peuples autochtones, toutefois, le droit revêt également un aspect collectif, impliquant un droit du groupe en tant que peuple d'être habilité à prendre des décisions.

6. Plus généralement, le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions est également affirmé dans la jurisprudence internationale, telle que la décision de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans laquelle la Cour a reconnu leur droit de s'organiser selon des modalités qui soient compatibles avec leurs coutumes et traditions en

¹ Art. 3 à 5, 10 à 12, 14, 15, 17 à 19, 22, 23, 26 à 28, 30 à 32, 36, 38, 40, 41.

² Art. 2, 5 à 7, 15 à 17, 20, 22, 23, 25, 27, 28, 33 et 35.

vertu des lois électorales de l'État³. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a exprimé ses préoccupations face à l'exclusion des peuples autochtones de la prise de décisions concernant leurs terres⁴.

7. L'article 6 de la Convention n° 169 de l'OIT exige que les consultations avec les peuples autochtones soient menées à travers les institutions représentatives de ces peuples. Les peuples autochtones devraient contrôler le processus permettant de déterminer la représentativité, conformément aux normes des droits de l'homme telles qu'elles sont énoncées, notamment, dans la Déclaration sur les droits des peuples autochtones⁵.

8. Pour respecter la norme procédurale selon laquelle les consultations doivent être menées par des procédures appropriées, les grandes séances publiques d'information ne sont normalement pas considérées comme suffisantes. Les procédures de consultation doivent permettre aux peuples autochtones d'exprimer pleinement leurs points de vue, en temps voulu et en toute connaissance de cause, afin qu'ils soient en mesure d'influer sur l'issue de la consultation et que le consensus puisse être réalisé.

9. En outre, les consultations doivent être menées de bonne foi et sous une forme appropriée au contexte pertinent, ce qui suppose qu'elles se déroulent dans un climat de confiance mutuelle et de transparence. Les peuples autochtones doivent disposer du temps suffisant pour appliquer leurs propres processus décisionnels, et participer aux décisions prises dans le respect de leurs pratiques culturelles et sociales. Enfin, l'objectif des consultations doit être de parvenir à un accord ou à un consensus.

10. Comme indiqué plus haut, l'obligation de consulter les peuples autochtones se retrouve également dans un certain nombre de dispositions de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones⁶. Tout comme la Convention n° 169 de l'OIT, les articles 19 et 32 2) de la Déclaration exigent des États qu'ils consultent les

peuples autochtones de bonne foi, par les procédures appropriées, dans le but d'obtenir leur accord ou leur consentement lorsque des mesures susceptibles de les affecter sont envisagées.

11. De plus, plusieurs organes conventionnels des droits de l'homme de l'ONU ont établi que les États étaient tenus, dans le cadre de leurs obligations conventionnelles, de consulter effectivement les peuples autochtones sur des questions touchant leurs intérêts et leurs droits et, dans certains cas, d'obtenir le consentement des peuples autochtones⁷.

12. L'obligation des États de consulter les peuples autochtones et d'obtenir leur consentement est également exprimée dans les décisions et conclusions, entre autres, de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme⁸, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme⁹, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples¹⁰, du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones¹¹, ainsi que dans des textes de politique internationale¹², qui sont en partie relatés dans le rapport d'étape sur les peuples autochtones du Mécanisme d'experts sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions¹³. Dans ce rapport, le Mécanisme d'experts a relevé

3 Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Yatama c. Nicaragua*, arrêt du 23 juin 2005.

4 Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, *Endorois Welfare Council c. Kenya*, 4 février 2010.

5 A/HRC/EMRIP/2010/2.

6 Art. 10, 11, 15, 17, 19, 28, 29, 30, 32, 36 et 38.

7 Voir A/HRC/EMRIP/2010/2. Voir également CCPR/C/79/Add.109 et Add.112, CCPR/CO/69/AUS et CCPR/CO/74/SWE; Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément n° 40 (A/50/40), vol. II, annexe X, sect. I, par. 9.6; CERD/C/CAN/CO/18, par. 15 et 25; CERD/C/NZL/CO/17, par. 20; CERD/C/IDN/CO/3, par. 17; CERD/C/COD/CO/15, par. 18; CERD/C/ECU/CO/19, par. 16; CERD/C/USA/CO/6, par. 29; CERD/C/NAM/CO/12, par. 18; CERD/C/SWE/CO/18, par. 19; CCPR/C/NIC/CO/3, par. 21; CCPR/C/BWA/CO/1, par. 24; CCPR/C/CRI/CO/5, par. 5; CCPR/C/CHL/CO/5, par. 19; Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 18 (A/52/18), annexe V; et E/C.12/GC/21.

8 Voir, par exemple, la décision du Conseil des droits de l'homme 12/106.

9 Par exemple, *Yatama c. Nicaragua* (voir note de bas de page 3) et *Peuple Saramaka c. Suriname*, arrêt du 28 novembre 2007.

10 *Endorois Welfare Council c. Kenya* (voir note de bas de page 4).

11 A/HRC/12/34.

12 Par exemple, voir les Lignes directrices Akwe Kon pour l'application de l'article 8 j) de la Convention sur la diversité biologique, et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, *Politique environnementale et sociale* (mai 2008).

13 A/HRC/EMRIP/2010/2.



Photo Nations Unies / HCDH / Samia Slimane

que, dans plusieurs traités conclus entre États et peuples autochtones, il est affirmé que le principe du consentement de ces derniers est fondamental dans la relation conventionnelle ainsi créée entre les uns et les autres¹⁴.

13. La participation effective et utile des peuples autochtones à la prise de décisions est d'une importance cruciale pour l'exercice d'un grand nombre de droits de l'homme. Par exemple, le droit des peuples autochtones à identifier leurs propres priorités en matière d'éducation et de participer effectivement à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets, programmes et services éducatifs est essentiel pour leur permettre de jouir du droit à l'éducation¹⁵. Lorsqu'il est mis en œuvre comme droit conventionnel, le droit à l'éducation offre un cadre à la réconciliation. Les Commissions pour la vérité et la réconciliation offrent également un modèle pour l'amélioration des relations entre les États et les peuples autochtones¹⁶.

14. La participation des peuples autochtones à la prise de décisions est d'une importance cruciale pour la bonne gouvernance. Un des objectifs des normes internationales relatives aux droits des peuples autochtones est de combler le fossé entre, d'un côté, leurs droits, et de l'autre la mise en œuvre de ces droits.

15. Toutefois, de nombreux peuples autochtones restent exposés à des interventions imposées d'en haut par les États qui font peu de cas, voire aucun cas, de leurs droits et de leur situation. Dans de nombreux cas, c'est là la cause fondamentale de la spoliation des terres, des conflits interethniques, des violations des droits de l'homme, du déplacement de populations et de la perte de moyens de subsistance viables.

16. L'obligation de consulter les peuples autochtones s'applique à chaque fois qu'une mesure ou une décision affectant spécifiquement les peuples autochtones est envisagée (par exemple, affectant leurs terres ou leurs moyens de subsistance). Elle s'applique également dans des situations où l'État envisage des décisions ou mesures susceptibles d'avoir des conséquences pour la société dans son ensemble, mais qui affectent au premier chef les peuples autochtones, en particulier dans les cas où les décisions peuvent avoir un effet disproportionné sur les peuples autochtones¹⁷.

14 Ibid. Au Canada, les traités n° 6, 7 et 8 contiennent des dispositions relatives au consentement des peuples autochtones. Par exemple, le traité no 6, conclu en 1876, est ainsi libellé: «et considérant que lesdits Indiens ont été notifiés et informés par lesdits commissaires de Sa Majesté que c'est le désir de Sa Majesté d'ouvrir à la colonisation, à l'immigration et à telles autres fins ... et d'obtenir à cet égard le consentement de ses sujets indiens habitant ledit pays» (par. 3).

15 A/HRC/12/33.

16 A/HRC/15/36, par. 11.

17 Voir A/HRC/12/34, par. 42 et 43.

17. En ce qui concerne le droit à l'autodétermination, la Déclaration sur les droits des peuples autochtones affirme que les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit de développer et de conserver leur propre autorité et leurs propres organes de décision, parallèlement à leur droit de participer aux processus externes de prise de décisions qui les affectent. Ceci est essentiel à leur capacité de maintenir et de développer leurs identités, leurs langues, leurs cultures et leurs religions dans le cadre de l'État dans lequel ils vivent.

18. L'article 3 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones reflète le paragraphe 1 de l'article premier commun au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Par conséquent, les peuples autochtones ont le droit de déterminer leur propre développement économique, social et culturel et de gérer, dans leur propre intérêt, leurs ressources naturelles. Les obligations de consulter les peuples autochtones et d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé dérivent de leur droit à l'autodétermination.

19. En application des articles 5, 18, 36 et 37 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, et dans le cadre du droit à l'autodétermination, les peuples autochtones ont le droit de prendre des décisions indépendantes sur toutes les questions relatives à leurs affaires intérieures et locales, et d'influencer de manière effective la prise de décisions les affectant s'ils choisissent de participer à la prise de décisions relatives à des affaires extérieures.

20. Comme il est mentionné plus haut, le droit au consentement libre, préalable et éclairé est inscrit dans le droit à l'autodétermination. Les procédures à suivre pour les consultations et l'obtention du consentement libre, préalable et éclairé sont similaires. Néanmoins, le principe du consentement libre, préalable et éclairé doit être compris dans le contexte du droit des peuples autochtones à l'autodétermination, car c'est un élément intégral de ce droit.

21. L'obligation pour l'État d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones permet à ces derniers de déterminer de manière effective l'issue des prises de décisions qui les affectent, et pas seulement de participer à ces processus. Le consentement est un élément important du processus de prise de décisions obtenu par une consultation et une participation authentiques. Par

conséquent, l'obligation d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones n'est pas seulement d'ordre procédural, mais un mécanisme de fond qui garantit le respect des droits des peuples autochtones.

22. La Déclaration sur les peuples autochtones exige que le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones soit obtenu pour les questions qui sont d'une importance fondamentale pour leurs droits, leur survie, leur dignité et leur bien-être. Afin d'évaluer si une question est importante pour les peuples autochtones concernés, les facteurs pertinents incluent le point de vue et les priorités de ces peuples, la nature de la question ou de l'activité proposée et ses répercussions potentielles sur les peuples autochtones concernés, compte tenu, notamment, des effets cumulatifs d'atteintes ou d'activités précédentes et des injustices historiques auxquelles ces peuples sont confrontés. S'appuyant sur le droit à l'autodétermination, l'article 10 de la Déclaration interdit que les peuples autochtones soient enlevés de force à leurs terres et territoires. Par contraste, le paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention n° 169 de l'OIT prévoit des procédures permettant la réinstallation forcée, à titre exceptionnel, sans le consentement des peuples autochtones concernés. En outre, la Déclaration impose aux États d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones dans certaines autres situations, comme le prévoient les articles 11 2), 19, 28 1), 29 2) et 32 2).

23. L'obligation d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones suppose qu'il existe un mécanisme et un processus par lesquels les peuples autochtones prennent leurs propres décisions, de manière indépendante et collective, sur les questions qui les touchent. Le processus doit être mené de bonne foi afin de garantir le respect mutuel. L'obligation de l'État d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé affirme le droit des peuples autochtones de ne pas donner leur consentement et d'établir les termes et les conditions de ce consentement.

24. Les éléments du consentement libre, préalable et éclairé sont liés entre eux; les adjectifs «libre», «préalable» et «éclairé» qualifient et déterminent les conditions du consentement des peuples autochtones; la violation de l'un quelconque de ces trois éléments peut invalider tout accord apparent des peuples autochtones.

25. L'élément «libre» implique l'absence de coercition, d'intimidation ou de manipulation; «préalable» signifie que le consentement est obtenu avant le début de l'activité liée à la décision à prendre, et vise notamment le délai nécessaire pour permettre aux peuples autochtones de mettre en œuvre leurs propres processus de prise de décisions; «éclairé» veut dire que les peuples autochtones ont reçu toutes les informations relatives à l'activité et que ces informations sont objectives, exactes et présentées d'une manière et sous une forme compréhensibles par les peuples autochtones; «consentement» implique que les peuples autochtones ont donné leur accord à l'activité qui fait l'objet de la décision pertinente, ce qui peut également être soumis à conditions¹⁸.

MESURES

26. La réforme des processus régionaux et internationaux visant à faire participer les peuples autochtones devrait être une priorité majeure. Les instances et processus environnementaux multilatéraux devraient en particulier veiller à garantir le plein respect des droits des peuples autochtones et leur participation effective, notamment, dans le cadre des négociations du Protocole de Nagoya.

27. Il est essentiel de respecter le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions pour parvenir à la solidarité internationale et instaurer des relations de coopération harmonieuses. Le consensus n'a rien de légitime s'il a pour objectif ou pour effet de restreindre les droits fondamentaux des peuples autochtones. Qu'ils soient bénéfiques ou nécessaires, d'autres cadres de négociation doivent être envisagés, conformément aux obligations qui incombent aux États en vertu de la Charte des Nations Unies et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

28. Le consentement libre, préalable et éclairé implique que les États ont l'obligation d'obtenir le consentement des peuples autochtones à l'égard de décisions qui sont d'une importance fondamentale pour leurs droits, leur survie, leur dignité et leur bien-être. Les États doivent veiller à ce que les consultations et les négociations avec les peuples autochtones soient menées avec

leurs représentants, conformément à l'article 18 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et à d'autres normes de droits de l'homme.

29. Les États sont tenus de respecter le fait que les peuples autochtones ont le droit de participer à tous les niveaux de la prise de décisions, y compris la prise de décisions relatives à des affaires extérieures, si les peuples autochtones concernés le choisissent et sous les formes de leur choix, y compris, le cas échéant, des arrangements de cogouvernance.

30. Les États doivent respecter et appuyer les formes traditionnelles et contemporaines des structures de gouvernance des peuples autochtones, y compris leurs pratiques collectives de prise de décisions.

31. Les États doivent adopter et appliquer des dispositions constitutionnelles et autres dispositions juridiques qui renforcent la participation des peuples autochtones à la prise de décisions, conformément à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, en particulier là où cela est sollicité par les peuples autochtones concernés.

32. Les femmes autochtones rencontrent fréquemment des obstacles exceptionnels pour participer à la prise de décisions. Les États, les organisations internationales, les peuples autochtones et autres entités ayant compétence décisionnelle doivent par conséquent entreprendre des études plus approfondies et concevoir des mécanismes appropriés pour faciliter la participation des femmes autochtones à leurs activités et améliorer leur accès pour permettre aux femmes autochtones qui souhaitent participer à la prise de décisions de surmonter ces difficultés. De même, la participation des jeunes autochtones à la prise de décisions, y compris dans les organes délibérants, et aux niveaux interne et externe, est essentielle.

33. Les États et les organisations internationales et nationales concernées doivent faire en sorte que les peuples autochtones aient la capacité financière et technique de prendre part à des exercices de consultation et de recherche de consentement et de participer aux processus de prise de décisions aux échelons régional et international.

34. Les États doivent également reconnaître que le droit à l'autodétermination des peuples autochtones suppose l'obligation pour les États d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones, non pas simplement pour être associés

¹⁸ Pour une interprétation du consentement libre, préalable et éclairé, voir E/C.19/2005/3.

MÉCANISME D'EXPERTS SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

aux processus de prise de décisions, mais pour avoir le droit d'en déterminer l'issue. Les traités, en ce qu'ils affirment le droit à l'autodétermination, et les relations qu'ils représentent, constituent la base d'un partenariat renforcé, conforme à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

35. Les États doivent respecter le droit des peuples autochtones à l'autodétermination conformément à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et à d'autres normes internationales. Les États doivent veiller à ce que les peuples autochtones disposent des moyens de financer leurs activités autonomes.

36. L'Organisation des Nations Unies doit, conformément à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, établir un mécanisme ou un système permanent de consultation des organes de gouvernement des peuples autochtones, notamment les parlements, assemblées, conseils et autres organes autochtones représentant les peuples autochtones concernés, afin que ces organes aient un statut consultatif leur permettant de participer de manière effective à tous les niveaux de l'Organisation.

37. L'OIT doit permettre la représentation effective des peuples autochtones dans sa prise de décisions, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre et la supervision des Conventions et normes de l'OIT relatives aux peuples autochtones.

38. L'UNESCO devrait faire en sorte de garantir la représentation et la participation effectives des peuples autochtones dans ses processus décisionnels, en particulier s'agissant de l'application et de la supervision des conventions et des politiques de l'UNESCO relatives aux peuples autochtones, comme la Convention de 1972 relative au patrimoine mondial. Des procédures et des mécanismes robustes devraient être établis pour s'assurer que les peuples autochtones sont dûment consultés et impliqués dans la gestion et la protection des sites du patrimoine mondial, et que leur consentement libre, préalable et éclairé est obtenu lorsque leurs territoires et sites sont nommés et inscrits sur la liste du patrimoine mondial.

39. Les institutions nationales des droits de l'homme, en tant qu'organes indépendants, doivent largement contribuer à réunir les représentants du Gouvernement et des peuples autochtones, favorisant ainsi la participation des peuples autochtones aux discussions et aux décisions sur les questions qui les concernent. Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent également insister sur la nécessité, pour toutes les parties prenantes, de veiller à ce que les représentants autochtones soient associés à la prise de décisions. Ces institutions, dans le cadre de leurs propres programmes, peuvent également associer activement les peuples autochtones à la prise de décisions sur des questions connexes.

Photo Nations Unies / Devra Berkowitz





Les langues et cultures des peuples autochtones



Avis n° 3 (2012) du Mécanisme d'experts, relatif aux langues et cultures des peuples autochtones

A/HRC/21/53

A. Généralités

1. Les cultures et les langues propres aux peuples autochtones sont souvent une caractéristique essentielle et principale de leur identité en tant que communautés et individus qui contribue à leur unité. De fait, le caractère propre des langues et des cultures des peuples autochtones est une caractéristique commune à de nombreux peuples autochtones qui est au centre du mouvement mondial de ces peuples. Les cultures autochtones ne peuvent être dissociées de l'histoire des peuples concernés, souvent marquée par la colonisation et la dépossession, lesquelles

ont eu un impact puissant sur leurs langues et leurs cultures.

2. La réalité des langues et des cultures des peuples autochtones, si elle est enracinée dans l'histoire, ne doit pas être perçue comme statique. Il est essentiel que les États, les peuples autochtones, les institutions internationales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les institutions non gouvernementales et le secteur privé perçoivent ces cultures de manière à promouvoir leur vitalité, en leur permettant de vivre et de s'exprimer et de revêtir les nouvelles formes et expressions que souhaitent leur donner les peuples autochtones eux-mêmes, selon leurs coutumes. Les formes et expressions actuelles des langues et des cultures autochtones constituent le prolongement contemporain des traditions séculaires de ces peuples et attestent la bonne santé de ces cultures.

3. Les cultures autochtones comprennent les modes de vie des peuples concernés, protégés par le droit à l'autodétermination, ainsi que leurs liens, y compris leurs liens spirituels, avec leurs terres,

© GÁLDU Resource Centre for the Rights of Indigenous Peoples



territoires et ressources. Elles comprennent les manifestations de pratiques culturelles, notamment des activités économiques, des savoirs traditionnels, des expressions culturelles, une jurisprudence, une cosmologie, une spiritualité, des philosophies et rituels d'initiation, des modes de règlement des différends, des valeurs sociales, des arts, des costumes, des chants et des danses.

4. La diversité culturelle est une valeur en elle-même, défendue par l'ordre juridique international, en particulier celui qu'a défini l'UNESCO.

5. La Déclaration sur le droit des peuples autochtones devrait être à la base de toutes les mesures, y compris législatives et politiques, prises pour protéger et promouvoir les droits linguistiques et culturels des peuples autochtones. Nombre des droits énoncés dans la Déclaration concernent les cultures et les langues autochtones, en particulier le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et leur droit à leurs terres, territoires et ressources.

6. L'impact des politiques d'assimilation sur les langues et cultures autochtones a souvent été extrêmement préjudiciable aux peuples concernés, en ce que ces politiques ont abouti à la quasi-extinction de ces langues et cultures. Le placement délibéré des enfants autochtones dans des pensionnats ou des orphelinats en vue de les intégrer dans la société non autochtone a eu des effets tragiques pour les peuples autochtones, leurs cultures et leurs langues et pour la santé des autochtones, notamment le traumatisme intergénérationnel dont ont souffert les enfants et les petits-enfants des individus placés dans de telles écoles.

7. Des mesures vigoureuses sont nécessaires pour remédier aux effets des discriminations passées et actuelles dont les autochtones, peuples et individus, ont été ou sont victimes en raison de leur culture et de l'utilisation de leur langue. Ces langues et cultures ne peuvent s'épanouir que dans un environnement où elles sont plus largement respectées pour elles-mêmes et pour leur contribution à une meilleure compréhension de l'humanité.

8. Il convient de s'efforcer de comprendre l'impact historique et actuel du dénigrement et de la discrimination dont les cultures et langues autochtones ont fait l'objet, et qui peuvent être à l'origine d'un mal-être social, mental et physique. Les politiques visant à remédier à ce phénomène doivent nécessairement

reposer sur une compréhension de la marginalisation et de la dépossession qui ont marqué l'histoire des peuples autochtones. Souvent, la revitalisation de leur culture et de leur langue, qui amène les autochtones à être fiers de leur individualité, peut contribuer à remédier aux problèmes sociaux causés par la perte de cette culture et de cette langue.

9. Lorsque des cultures autochtones sont perçues comme discriminatoires à l'encontre d'individus, les circonstances doivent être examinées du point de vue de tous les autochtones concernés en tenant compte de leur vision du monde et de l'opinion des prétendues victimes. En général, il convient d'aider les peuples autochtones à remédier à leurs problèmes comme ils le souhaitent. Les ingérences non autochtones dans les cultures autochtones supposées discriminatoires ne sont pas souhaitables à moins d'être sollicitées par les victimes de la discrimination.

10. Nombre des menaces qui pèsent actuellement sur les cultures et les langues autochtones ont leur origine dans l'impact du secteur privé sur les peuples autochtones, ce qui est trop souvent le cas lorsque les terres, territoires et ressources de ces peuples sont exploités à des fins commerciales. Comme le stipulent les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les entreprises ont l'obligation de respecter les droits de l'homme, y compris les droits linguistiques et culturels des peuples autochtones et leurs savoirs traditionnels.

B. États

11. La protection et la promotion des langues et des cultures des peuples autochtones exigent des États qu'ils reconnaissent ces langues et cultures dans leur constitution, leur législation et leurs politiques.

12. Les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination culturelle, y compris le droit à l'autonomie culturelle et le droit de promouvoir leur culture au sein des sociétés majoritaires. Ce droit inclut l'obligation pour les États d'obtenir le consentement préalable, informé et librement exprimé, des peuples autochtones lorsqu'ils élaborent et appliquent des lois et politiques relatives aux langues et cultures autochtones, afin notamment de promouvoir le contrôle des peuples concernés sur le développement de leurs langues, cultures et savoirs traditionnels.

13. Les États doivent prendre des mesures pour protéger les peuples autochtones contre la discrimination et la



Photo Nations Unies / Paulo Filgueiras

violence et contre tout ce qui pourrait aboutir à leur assimilation forcée.

14. Les États, en partenariat avec les peuples autochtones, doivent promouvoir la protection, la promotion et le respect des cultures, langues, traditions et coutumes autochtones. Les lois et politiques mises en œuvre en la matière doivent être plus que symboliques et être efficaces en pratique, prévoir des mesures claires et concrètes propres à aider les peuples autochtones dans les activités qu'ils mènent eux-mêmes pour promouvoir et protéger leurs langues et leurs cultures, conformément à leur droit à l'autodétermination. Enfin, un appui financier, juridique et politique suffisant doit être apporté à l'apprentissage des langues autochtones,

l'enseignement des valeurs culturelles autochtones et la formation d'éducateurs autochtones. De plus, les États doivent prendre des mesures pour inciter les peuples autochtones à transmettre leurs langues et leurs cultures aux jeunes générations, reconnaître les noms de lieux en langues autochtones, élaborer des plans stratégiques pour mener des campagnes de sensibilisation de la population aux cultures et langues autochtones, faire une place à ces langues et cultures dans les médias, publier des livres (par exemple des manuels d'enseignement) et offrir un enseignement bilingue et des programmes d'immersion linguistique.

15. Les États sont encouragés à créer un environnement de tolérance et de compréhension dans lequel les langues et les cultures des peuples autochtones sont célébrées au sein de l'État afin que la société dans son ensemble prenne conscience de la valeur de la diversité culturelle.

16. Les États devraient prendre des mesures pour que les musées et autres lieux où des vestiges, artefacts et autres éléments du patrimoine culturel sont conservés informent les peuples autochtones concernés qu'ils détiennent de tels trésors et établissent des mécanismes permettant de restituer ceux-ci aux peuples autochtones s'ils le souhaitent.

17. Il est nécessaire de reconnaître que les savoirs traditionnels, y compris spirituels, culturels et linguistiques, des peuples autochtones demeurent précieux pour les communautés et la société. Ceci nécessite des investissements à long terme dans des mesures propres à assurer la revendication, le réapprentissage et le partage de ces savoirs. Les ressources allouées à cette fin devraient au minimum correspondre aux montants qui ont été dépensés et aux activités qui ont été menées pour détruire ces savoirs.

18. Les peuples autochtones devraient bénéficier de l'appui nécessaire pour parler leurs langues dans les sphères publique et privée, y compris à l'école, dans les procédures judiciaires et dans les établissements de santé. De plus, il peut être opportun d'établir des mécanismes pour surveiller dans quelle mesure les États respectent le droit des peuples autochtones de parler leurs langues et de pratiquer leurs cultures, par exemple un ombudsman chargé d'examiner les plaintes faisant état de manquements à l'obligation de respecter, protéger et promouvoir les cultures et langues autochtones.

19. Dans le cadre de la protection, de la promotion et du respect des droits culturels des peuples autochtones, les États devraient traiter toutes les langues autochtones à égalité et veiller à ne pas accorder un traitement de faveur à celles parlées par le plus grand nombre d'individus. Il est particulièrement important que les groupes autochtones numériquement faibles reçoivent l'appui nécessaire pour les aider à conserver leurs langues.

20. Les États devraient mettre en place des mécanismes, notamment de surveillance, pour faire en sorte que nul ne s'approprie les savoirs traditionnels des peuples autochtones sans le consentement préalable et informé, librement exprimé, des peuples concernés et que des arrangements soient prévus pour que ces peuples aient accès aux produits issus de ces savoirs traditionnels et partagent les bénéfices de leur commercialisation.

21. Les États devraient veiller à ce que les non-autochtones, en particulier le secteur privé, ne portent pas atteinte aux droits linguistiques et culturels des peuples autochtones et comprennent les effets indirects que leurs activités sur les terres, territoires et ressources des peuples autochtones peuvent avoir sur les langues et les cultures de ceux-ci.

22. Lorsqu'ils élaborent et appliquent des lois et politiques visant à remédier aux problèmes sociaux auxquels les peuples autochtones sont confrontés, il est impératif que les États prennent en considération l'impact qu'ont eu, sur ces peuples, leurs cultures et leurs langues, la marginalisation et la dépossession qui ont marqué leur histoire.

23. Pour réparer le préjudice causé aux peuples autochtones par leurs lois et politiques, les États doivent tenir compte en priorité des vues des peuples autochtones sur les formes que doivent prendre cette réparation, qui peut comprendre la restitution de terres, territoires et ressources, la reconnaissance des institutions de gouvernance des peuples autochtones, notamment leurs lois et mécanismes de règlement des différends, et les fonds nécessaires pour permettre aux peuples autochtones d'utiliser leurs propres techniques pour revitaliser leurs langues et leurs cultures. Les coutumes, valeurs et procédures d'arbitrage des peuples autochtones devraient être reconnues et respectées comme il convient par les tribunaux et dans le cadre des procédures judiciaires.

C. Peuples autochtones

24. C'est aux peuples autochtones qu'il incombe au premier chef de prendre en main la promotion et la protection de leurs langues et de leurs cultures, avec l'appui de l'État comme exposé ci-dessus. Ainsi, par exemple, il incombe aux peuples autochtones d'œuvrer de concert pour transmettre leur langue et leur culture aux jeunes générations, et il incombe aux jeunes autochtones d'apprendre leurs cultures et leurs langues.

25. Lorsque le consentement des peuples autochtones est nécessaire pour que l'État adopte ou mette en œuvre des lois et politiques concernant leurs cultures et leurs langues, ces peuples sont encouragés, pour faciliter le processus d'obtention de ce consentement, à établir leurs propres mécanismes, auxquels doivent participer tous les membres de la communauté.

26. Il incombe aux peuples autochtones de veiller à ce que tous les autochtones, en particulier ceux qui sont susceptibles d'être exclus, jouissent de leur culture sur un pied d'égalité. Ils ont à ce titre l'obligation d'établir des mécanismes chargés d'examiner comme il convient les allégations de violations des droits de l'homme.

D. Institutions internationales

27. L'Organisation des Nations Unies devrait consacrer des ressources et des compétences à la promotion et à la protection des langues et des cultures des peuples autochtones.

28. Il est impératif que les organismes des Nations Unies et entités apparentées adoptent une approche reposant sur les droits de l'homme pour élaborer des normes juridiques et des politiques internationales relatives aux savoirs traditionnels, aux expressions culturelles traditionnelles et aux ressources génétiques, y compris en ce qui concerne l'accès et le partage des bénéfices, afin que ces normes et politiques soient conformes à la Déclaration. De plus, il est essentiel que les peuples autochtones participent directement, pleinement et sur un pied d'égalité au processus visant à protéger leurs savoirs traditionnels.

29. Les peuples autochtones devraient participer à toutes les initiatives locales, nationales, régionales et internationales visant à faire face aux changements climatiques, et une approche reposant sur les droits de l'homme devrait être adoptée à tous les



niveaux aux fins de l'atténuation des effets de ces changements et de l'adaptation à ces changements.

E. Institutions nationales des droits de l'homme

30. Les institutions nationales des droits de l'homme ont un rôle important à jouer dans la revitalisation et la protection des langues et des cultures autochtones, s'agissant notamment de promouvoir l'adoption de lois et de politiques propres à protéger et revitaliser ces cultures et ces langues et d'en surveiller l'application, et de fournir un appui technique à la réalisation des droits culturels et linguistiques des peuples autochtones. Les institutions nationales des droits de l'homme sont aussi bien placées pour sensibiliser la population aux cultures et aux langues, s'agissant en particulier des questions concernant les peuples autochtones.

F. Donateurs internationaux

31. Si les États sont responsables au premier chef de respecter, protéger et promouvoir les droits des peuples autochtones, il est essentiel que les autres acteurs, notamment le secteur privé et les organismes s'occupant du développement, respectent le droit des peuples autochtones de contrôler le développement dans la mesure où il les affecte. Par exemple, les donateurs internationaux qui financent des projets pédagogiques dans des États qui comptent des peuples autochtones dans leur population devraient accorder une attention particulière aux effets que peuvent avoir leurs politiques sur les langues et les cultures de ces peuples.

32. La communauté internationale de donateurs devrait mettre des ressources à la disposition des communautés pour la revitalisation des langues et des cultures des peuples autochtones. On pourrait envisager à cet effet la création d'un fonds international pour la revitalisation des langues et des cultures autochtones. Il est indispensable que les peuples autochtones soient les bénéficiaires de ce fonds et que sa création et sa gestion et l'allocation des ressources se fassent avec la pleine et entière participation des peuples autochtones. Dans le cadre de la création de ce fonds international, la protection des droits de propriété intellectuelle des peuples autochtones devra être garantie, ce qui signifie que les peuples autochtones jouiront de droits de propriété, d'accès et de regard sur toute recherche concernant leurs langues et leurs cultures.

G. Médias

33. Les médias sont encouragés à promouvoir et à protéger les langues et les cultures autochtones. De plus, les médias ne devraient pas diaboliser les cultures autochtones ni autrement promouvoir une discrimination à leur encontre.

H. Conservateurs du patrimoine culturel des peuples autochtones

34. Les musées et autres lieux où le patrimoine culturel des peuples autochtones est conservé devraient en informer les peuples concernés et concevoir des mécanismes propres à faciliter la restitution de ce patrimoine culturel lorsque ces peuples la sollicitent.

Le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions, l'accent étant mis sur les industries extractives





Avis n° 4 (2012) du Mécanisme d'experts: Les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, l'accent étant mis sur les industries extractives

A/HRC/21/55

A. Généralités

1. Le présent avis complète l'avis n° 2¹, et est fondé sur le droit et les principes relatifs, notamment, à la souveraineté permanente des peuples autochtones sur les ressources naturelles, au développement durable et aux responsabilités et droits environnementaux, sur une analyse des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (A/HRC/17/31, annexe) ainsi que sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et d'autres règles juridiques, normes et principes internationaux.

2. Une tendance qui se fait jour dans le cadre des activités extractives menées sur les terres et territoires autochtones est la pratique consistant pour des petites entreprises à demander des licences ou permis puis à les revendre à de grosses sociétés avant ou pendant l'exploitation. Dans certains cas, plus la société est importante, plus les risques pour les droits de l'homme sont grands, étant donné la disparité des pouvoirs. On peut parfois y remédier en veillant à ce que les accords relatifs à la protection des droits de l'homme adoptés par les petites entreprises soient incorporés dans les contrats par lesquels elles cèdent leurs licences ou permis d'exploitation à de grandes entreprises. L'obligation de respecter les droits de l'homme s'applique pleinement et également à toutes les entreprises, y compris celles qui appartiennent aux peuples ou sociétés autochtones ou sont administrées par eux.

3. Le présent avis est nécessairement formulé en termes généraux; il doit être interprété avec souplesse

compte tenu du contexte spécifique dans lequel l'activité extractive se déroule ou est envisagée, et compte tenu de son objectif².

B. Le droit

1. Portée du droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions

4. Le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions en relation avec les industries extractives est lié au droit à l'autodétermination, au droit à l'autonomie, au droit d'être consulté et à l'obligation des États de s'efforcer d'obtenir le consentement préalable, informé et librement exprimé des peuples autochtones, tel que défini par le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (voir A/HRC/18/42).

2. Les États devraient assurer la clarté en ce qui concerne les consultations et l'obtention du consentement

5. Les États sont tenus d'indiquer clairement aux entreprises et aux peuples autochtones comment le droit de ces derniers de participer à la prise des décisions peut être réalisé³. Ces indications doivent être fournies en vue d'assurer le respect par les entreprises du droit international des droits de l'homme applicable aux peuples autochtones.

3. Le droit de participer n'est pas limité aux droits juridiques reconnus sur les terres, territoires et ressources

6. Le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions en relation avec les activités extractives ne se limite pas aux situations dans lesquelles ils ont, sur les terres, territoires et ressources devant faire l'objet de ces activités ou à proximité desquels elles doivent se dérouler, un titre de propriété reconnu par l'État⁴. Il s'étend

¹ Rapport final sur l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions (A/HRC/18/42, annexe).

² Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales des populations autochtones (A/HRC/12/34), par. 37 et 43.

³ Voir Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, principe 3.

⁴ A/HRC/12/34, par. 44. On notera également l'observation du comité tripartite du Conseil d'administration de l'OIT, citée par le Rapporteur spécial, selon laquelle, en application de la Convention n° 169 (1989) de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants, «cette consultation s'applique en ce qui concerne les ressources appartenant à l'État qui se trouvent sur les terres que les peuples intéressés occupent ou utilisent d'une autre manière, qu'ils détiennent un titre de propriété sur ces terres ou non» (ibid.).

aux situations dans lesquelles ils possèdent traditionnellement ou occupent et utilisent des terres, territoires et ressources en vertu de leurs propres lois. Cela s'applique aux zones dans lesquelles ou à proximité desquelles des activités extractives se déroulent ou sont envisagées⁵.

7. Les peuples autochtones ont le droit de participer à la prise des décisions concernant les projets miniers exécutés sur des territoires qui sont importants pour eux ou à proximité, y compris lorsqu'ils n'ont pas eu la possession ou n'ont pas, traditionnellement ou actuellement, la possession permanente de ces terres, territoires et ressources.

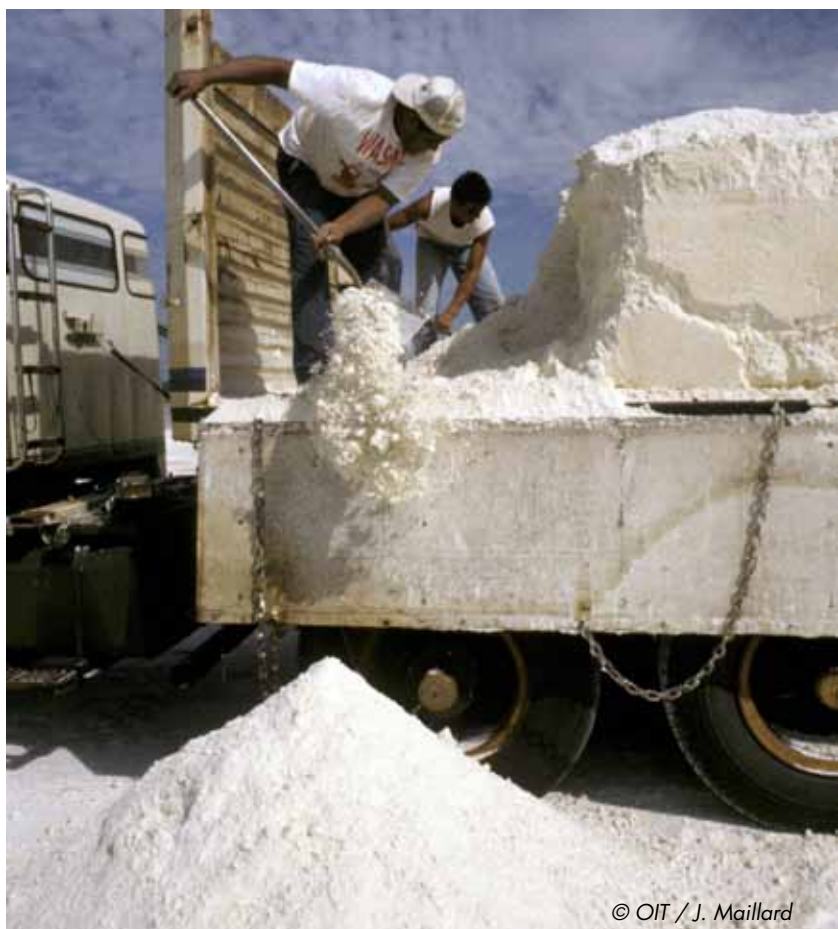
4. Obligations (des consultations à l'obtention du consentement)

(a) Consultations

(i) Obligations de l'État et/ou de l'entreprise minière

8. Les États doivent assumer pleinement la responsabilité qui leur incombe de veiller à ce que des consultations adéquates soient organisées pour obtenir le consentement. L'État ne peut déléguer sa responsabilité, même lorsqu'il fait appel à des tiers pour l'aider dans le processus de consultations (A/HRC/18/35, par. 63). Les consultations sont souvent le point de départ de l'obtention du consentement préalable, exprimé librement et en connaissance de cause, des peuples autochtones. Si l'impact potentiel de l'activité envisagée est mineur, il peut n'être pas obligatoire de solliciter ce consentement. Néanmoins, comme indiqué dans l'avis n° 2, «l'objectif des consultations doit être de parvenir à un accord ou à un consensus» (A/HRC/18/42, annexe, par. 9).

9. Si, en vertu du droit international, c'est à l'État qu'incombe les responsabilités principales en matière de droits de l'homme, les entreprises sont aussi tenues de respecter ces droits. Cela signifie qu'elles devraient éviter de porter atteinte aux droits de l'homme d'autrui et remédier aux incidences négatives sur les droits de l'homme dans lesquels elles ont une part⁶.



© OIT / J. Maillard

10. C'est pourquoi les entreprises, notamment minières, doivent prendre des mesures pour éviter d'avoir des incidences négatives sur les droits de l'homme ou d'y contribuer par leurs propres activités, et remédier à ces incidences lorsqu'elles se produisent, et s'efforcer de prévenir ou d'atténuer les incidences négatives sur les droits de l'homme des activités auxquelles elles participent dans le cadre de leurs relations commerciales, y compris avec des entités étatiques. Lorsque leurs opérations concernent les terres, territoires et ressources des peuples autochtones, elles devraient accorder une attention particulière aux risques d'atteintes aux droits des peuples autochtones, afin de prévenir et d'atténuer ces risques et de remédier efficacement aux atteintes lorsqu'elles se produisent. En particulier, si les entreprises minières ne sont pas capables de prévenir ou d'atténuer ces risques ou de remédier à ces atteintes, y compris les atteintes au droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions lorsque leurs opérations concernent les terres, territoires et ressources de ces peuples, les activités ne devraient pas se poursuivre. Ainsi, les

⁵ Rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones – Sociétés minières opérant en territoire autochtone ou à proximité (A/HRC/18/35).

⁶ Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, principe 11.



entreprises doivent, dans leurs évaluations et dans le cadre de leurs propres processus participatifs, veiller à ce que les peuples autochtones aient participé à la prise des décisions relatives aux activités extractives en cours ou envisagées dans le respect des droits de ces peuples, définis ci après.

(ii) Fondement jurisprudentiel du droit des peuples autochtones à être consultés

11. Les organes conventionnels des droits de l'homme ont en de nombreuses occasions réaffirmé les droits des peuples autochtones à être consultés s'agissant des activités des entreprises minières⁷.

⁷ Voir notamment les conclusions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale: CERD/C/304/Add.76, par. 16; CERD/C/ECU/CO/19, par. 16; CERD/C/COD/CO/15, par. 18; CERD/C/USA/CO/6, par. 19 et 29; CERD/C/NIC/CO/14, par. 21; CERD/C/NGA/CO/18, par. 19; CERD/C/GTM/CO/12-13, par. 11; et décision 1 (68) (États-Unis d'Amérique); les conclusions du Comité des droits de l'homme CCPR/CO/80/COL, par. 20; communication no 1457/2006, Poma Poma c. Pérou, constatations adoptées le 24 avril 2009. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, conclusions E/C.12/1/Add.74, par. 33; E/C.12/CO/MEX/4, par. 28; et E/C.12/IND/CO/5, par. 31. La question de la consultation des peuples autochtones a aussi été examinée lors de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/16/6, par. 69.32).

(iii) Moment où naît l'obligation de consulter les peuples autochtones

12. Comme l'a noté le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, il n'est peut-être pas strictement nécessaire de consulter les peuples autochtones à chaque fois que l'État prend une décision susceptible de les affecter, mais il y a obligation de consulter «chaque fois qu'une décision d'État peut affecter les autochtones de telle façon que les autres membres de la société ne sont pas touchés ... même si [la décision] a des effets plus larges» (A/HRC/12/34, par. 43). Le moment auquel cette nécessité doit être évaluée dépend, comme indiqué dans l'avis n° 2, de l'opinion qu'ont les peuples autochtones de ces effets plus larges.

13. Pour s'acquitter de cette obligation, les États seraient bien avisés de créer des mécanismes permanents chargés de déterminer quand et comment les peuples autochtones doivent être consultés conformément aux normes internationales.

(iv) Conception des procédures de consultation des peuples autochtones

14. Les peuples autochtones devraient participer à tous les stades de la conception des mécanismes

de consultation appropriés⁸. Les consultations des peuples autochtones au sujet des activités extractives envisagées devraient commencer dès le début de la planification du projet, y compris lorsqu'il est proposé et conçu⁹.

(v) Qui consulter: représentation des peuples autochtones

15. Les États, les sociétés minières et les autres parties prenantes doivent être conscients que les peuples autochtones ont le droit de choisir eux-mêmes leurs représentants conformément à leurs propres procédures, ainsi que de maintenir et de développer leurs institutions autochtones de prise des décisions. De plus, il devrait être tenu compte des changements pouvant intervenir dans les structures traditionnelles d'autorité des peuples autochtones du fait d'influences extérieures.

16. Les peuples autochtones devraient indiquer clairement aux gouvernements et aux sociétés minières avec qui ils doivent engager des consultations et de qui ils doivent solliciter le consentement¹⁰. En cas de divergence d'opinions quant aux représentants ou instances représentatives légitimes d'un peuple autochtone, le groupe devrait établir ses propres procédures pour déterminer avec qui les gouvernements et sociétés minières doivent engager des consultations et de qui ils doivent solliciter le consentement. Si cela est nécessaire et souhaitable, les peuples autochtones peuvent solliciter une aide extérieure indépendante, notamment financière, pour trancher les différends.

17. Lorsqu'il existe, au sein des peuples autochtones, des divergences quant aux activités extractives envisagées ou en cours, ces peuples devraient œuvrer de concert pour arrêter une réponse commune.

(b) Consentement préalable, exprimé librement et en connaissance de cause

18. Selon les processus de prise de décisions des peuples autochtones concernés et la nature de l'activité en cause, le consentement peut ne pas toujours exiger que les peuples autochtones aboutissent à un accord de consensus pour que l'activité extractive puisse être menée¹¹. D'autre part, et là encore en fonction des processus de prise de décisions particuliers des peuples autochtones concernés, l'appui de la majorité peut aussi n'être pas suffisant. Des mécanismes traditionnels peuvent énoncer d'autres exigences.

19. Au début du processus de consultation, les peuples autochtones devraient indiquer clairement, après s'être mis d'accord, comment ils prendront une décision collective au sujet de l'activité extractive, y compris le seuil qui doit être atteint pour qu'il y ait consentement.

(i) Obligation d'obtenir le consentement des peuples autochtones

20. Dans certains cas, l'obligation d'obtenir le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones est contraignante. L'article 10 de la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones stipule que les peuples autochtones ne peuvent être enlevés de force à leurs terres ou territoires, y compris en relation avec des activités extractives envisagées ou en cours. Il dispose qu'«aucune réinstallation ne peut avoir lieu sans le consentement préalable – donné librement et en connaissance de cause – des peuples autochtones concernés et un accord sur une indemnisation juste et équitable et, lorsque cela est possible, la faculté de retour». De même, le paragraphe 2 de l'article 29 du même texte dispose que «les États prennent des mesures efficaces pour veiller à ce qu'aucune matière dangereuse ne soit stockée ou déchargée sur les terres ou territoires des peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause».

8 *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*, principe 18.

9 *Société financière internationale (SFI), Norme de performance 7: Populations autochtones* (entrée en vigueur le 1er janvier 2012), par. 11. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a jugé que les consultations ne sont pas seulement nécessaires «lorsqu'il faut obtenir l'approbation de la communauté». *Cour interaméricaine des droits de l'homme, Saramaka People v. Suriname*, arrêt du 28 novembre 2007, par. 133.

10 Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones souligne que «les autochtones peuvent aussi avoir à développer ou réformer leurs propres institutions, selon leurs propres structures de décision, pour définir les instances représentatives qui faciliteront les consultations» (A/HRC/18/35, par. 52).

11 La Norme de performance 7 de la SFI indique que «le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause ne nécessite pas nécessairement l'unanimité et peut se réaliser même lorsque des individus ou groupes au sein de la communauté manifestent explicitement leur désaccord» (par. 12).

(ii) Obligation d'obtenir le consentement des peuples autochtones liée au contexte

21. Dans d'autres cas, tels que l'approbation de projets qui auront des incidences sur les terres et territoires des peuples autochtones même s'ils ne s'y déroulent pas ou sur d'autres ressources de ces peuples même s'ils ne les exploitent pas, l'obligation d'obtenir le consentement des peuples autochtones dépendra du contexte. L'article 32 dispose que «les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres».

22. Dans son rapport final sur l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, le Mécanisme d'experts explicite cette obligation:

« La Déclaration sur les peuples autochtones exige que le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones soit obtenu pour les questions qui sont d'une importance fondamentale pour leurs droits, leur survie, leur dignité et leur bien-être. Afin d'évaluer si une question est importante pour les peuples autochtones concernés, les facteurs pertinents incluent le point de vue et les priorités de ces peuples, la nature de la question ou de l'activité proposée et ses répercussions potentielles sur les peuples autochtones concernés, compte tenu, notamment, des effets cumulatifs d'atteintes ou d'activités précédentes et des injustices historiques auxquelles ces peuples sont confrontés¹²».

23. L'impact potentiel des activités proposées est aussi pertinent s'agissant de déterminer quand le consentement des peuples autochtones est nécessaire. Le Rapporteur spécial sur la situation des peuples autochtones a souligné que «si les effets sur la vie ou les terres des autochtones sont directs et sensibles, on est presque certain que la décision ne doit pas

être prise sans le consentement des intéressés» (A/HRC/12/34, par. 47).

24. De même, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a déterminé que l'impact des activités envisagées était pertinent dès lors qu'il s'agit d'évaluer si le consentement des peuples autochtones est nécessaire. Elle a jugé, dans une affaire, qu'«en ce qui concerne les projets de développement ou d'investissement à long terme qui auront un impact majeur à l'intérieur du territoire saramaka, l'État a l'obligation non seulement de consulter les Saramakas mais également d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, conformément à leurs coutumes et traditions»¹³.

25. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a souligné à de nombreuses reprises que les États avaient l'obligation de consulter les peuples autochtones et d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, en ce qui concerne les activités de développement et en particulier les activités extractives¹⁴. Sa jurisprudence est extrêmement instructive, en ce qu'elle a défini les circonstances de fait dans lesquelles il a jugé que le consentement des peuples autochtones était nécessaire.

26. Dans sa Norme de performance 7 (par. 13 à 17), la Société financière internationale décrit un certain nombre de situations dans lesquelles il est nécessaire

¹³ *Saramaka People v. Suriname* (note 9 ci-dessus), par. 134. Cette position est aussi celle prise par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'affaire *Centre for Minority Rights Development (Kenya) and Minority Rights Group International on behalf of the Endorois Welfare Council v. Kenya* (affaire 276/2003), par. 227.

¹⁴ Voir, par exemple, les conclusions du Comité CERD/C/IND/CO/19, par. 19; CERD/C/ARG/CO/19 20, par. 26; CERD/C/PHL/CO/20, par. 22 et 26; CERD/C/CHL/CO/15-18, par. 22; CERD/C/PER/CO/14-17, par. 14; CERD/C/CMR/CO/15-18, par. 18; CERD/C/GTM/CO/11, par. 19. Voir également les activités du Comité dans le cadre de la procédure d'action urgente (<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/early-warning.htm>) en ce qui concerne l'Inde (communications datées du 15 août 2008 et du 12 mars 2010); le Pérou (communications datées du 3 septembre 2007 et du 7 mars 2008); le Canada (communication datée du 13 mars 2009); et le Suriname (décision 1 69), adoptée le 18 août 2006). Voir également la jurisprudence d'autres organes conventionnels des droits de l'homme de l'ONU, notamment le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, conclusions E/C.12/NIC/CO/4, par. 11, et E/C.12/COL/CO/5, par. 9; et le Comité des droits de l'homme, conclusions CCPR/C/PAN/CO/3, par. 21.

¹² A/HRC/18/42, par. 22.



© OIT / M. Crozet

d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, des peuples autochtones, notamment les suivantes:

- a) Impacts sur des terres et ressources naturelles détenues traditionnellement ou exploitées selon le régime coutumier (y compris lorsque les peuples autochtones ne détiennent pas de titre juridique sur ces terres et ressources);
- b) Réinstallation de peuples autochtones obligés de quitter des terres où se trouvent des ressources naturelles détenues traditionnellement ou exploitées suivant le régime coutumier;
- c) Impacts sur le patrimoine culturel, par exemple les sites sacrés.

27. En bref, les facteurs à prendre en considération pour déterminer si le consentement des peuples autochtones doit être obtenu en ce qui concerne des activités extractives envisagées ou en cours sont notamment les suivants:

- a) Questions qui sont d'une importance fondamentale pour les droits, la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones compte tenu du point de vue et des priorités de ceux-ci, en tenant compte notamment des effets

cumulatifs d'atteintes ou d'activités précédentes et des injustices historiques auxquelles ces peuples sont confrontés;

- b) Impact sur la vie et les territoires des peuples autochtones. S'il est probable qu'il sera majeur, important ou direct, le consentement des peuples autochtones est nécessaire;
- c) Nature de la mesure.

iii) Consentement mutuel prévu dans des traités

28. Comme relevé dans de nombreuses études de l'Organisation des Nations Unies, l'exigence fondamentale du consentement mutuel est au cœur des traités entre peuples autochtones et États. C'est ce qu'ont confirmé l'article 37 de la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones ainsi que les alinéas 14 et 24 du préambule du même texte, qui soulignent qu'il importe de constituer des partenariats entre peuples autochtones et États.

29. Dans son avis n° 2, le Mécanisme d'experts a relevé que «dans plusieurs traités entre États et peuples autochtones, il est affirmé que le principe du consentement de ces derniers est fondamental dans la relation conventionnelle ainsi créée entre les uns et les autres» (par. 12).

C. Politique

1. Les États devraient, sur la base des normes juridiques recensées ci-dessus, adopter une position claire en ce qui concerne les consultations et le consentement

(a) Objectif des consultations

30. Le consentement devrait toujours être l'objectif des consultations, comme indiqué dans l'avis n° 2 (par. 9).

(b) Comment consulter, collaborer et instituer des partenariats

i) Clarté de l'information

31. L'information concernant l'impact potentiel des activités extractives devrait être présentée de manière à pouvoir être comprise par les peuples autochtones (A/HRC/12/34). En fonction des circonstances, cette information pourra devoir être présentée aux peuples autochtones oralement avec interprétation en langue autochtone.

ii) Communication de l'information

32. Comme l'a jugé la Cour interaméricaine des droits de l'homme¹⁵:

- a) L'information doit être communiquée et également acceptée;
- b) Les peuples autochtones doivent être informés des risques éventuels, «y compris les risques environnementaux et sanitaires, afin que le projet de développement ou d'investissement envisagé soit accepté en connaissance de cause et volontairement».

iii) Communication permanente

33. L'obligation de consulter les peuples autochtones «implique une communication permanente entre les parties»¹⁶.

iv) Procédures adaptées au plan culturel

34. Les procédures de consultation devraient être adaptées à la culture des peuples autochtones

concernés¹⁷; le partage de l'information est obligatoire durant la planification du processus de consultation. De plus, les consultations doivent tenir compte des méthodes traditionnelles de prise de décisions des peuples autochtones¹⁸.

v) Bonne foi

35. Les consultations doivent être menées de bonne foi¹⁹.

2. Nécessité d'une évaluation indépendante de la portée et de l'impact potentiels des activités extractives pour les peuples autochtones, leur vie et leurs territoires

36. Les intérêts des peuples autochtones et ceux de l'État et des entreprises dans le cadre des activités extractives peuvent n'être pas les mêmes, ce qui rend plus complexe la capacité de l'État et des entreprises d'apprécier et d'évaluer l'impact de ces activités sur les peuples autochtones. Ainsi, il est souhaitable qu'il soit procédé à des évaluations indépendantes de la portée et de l'impact potentiels des activités extractives pour les peuples autochtones, leur vie et leurs terres, territoires et ressources²⁰.

3. Limitations des droits des peuples autochtones relatifs à leurs terres, territoires et ressources

37. Pour évaluer dans quelle mesure les États peuvent limiter les droits des peuples autochtones en relation avec leurs terres, territoires et ressources, la participation de ces peuples s'impose.

38. Selon la décision rendue par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire *Saramaka People v. Suriname*²¹, des limitations des droits des peuples autochtones sur leurs ressources ne sont autorisées que si l'État:

- a) Veille à ce que des autochtones participent effectivement, conformément à leurs coutumes et traditions, à tout projet de développement,

¹⁵ *Saramaka People v. Suriname* (note 9 ci-dessus), par. 133.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.* Voir également A/HRC/12/34.

²⁰ La SFI considère de même que, lorsque le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause est nécessaire, «le client engagera des experts extérieurs pour contribuer à la mise en évidence des risques et des impacts du projet» (Norme de performance 7, par. 11).

²¹ Note 9 ci-dessus, par. 129.

- d'investissement, d'exploration ou d'extraction²²;
- b) Garantit que les peuples autochtones bénéficieront raisonnablement de l'exécution d'un tel projet sur leurs territoires;
 - c) Veille à ce qu'aucune concession ne soit accordée sur les territoires des peuples autochtones tant que des entités indépendantes et techniquement compétentes n'ont pas, sous sa supervision, mené au préalable une étude d'impact environnemental et social.
 - e) Comment mener les études d'impact environnemental et social requises en ce qui concerne les activités extractives envisagées ou en cours;
 - f) Fourniture de services de traduction et d'interprétation, afin que puisse être fournie aux peuples autochtones, de manière qu'ils la comprennent, l'information qui leur est nécessaire pour prendre leurs décisions et défendre leurs intérêts;
 - g) Mettre les peuples autochtones en mesure d'obtenir des évaluations d'experts indépendantes et techniques quant à l'impact que peuvent avoir des activités extractives en ce qui les concerne, notamment sur leur vie et leurs terres et territoires;
 - h) Comment faire en sorte que l'opinion des peuples autochtones sur l'activité extractive soit prise en compte, notamment, le cas échéant, en ce qui concerne le partage selon eux optimal des avantages qui en découlent;
 - i) Comment faire en sorte que les peuples autochtones soient représentés au sein des comités d'approbation et de surveillance des entreprises publiques et des sociétés minières et participent effectivement à leurs travaux, ce qui obligera également ces entreprises à rendre compte de la manière dont elles respectent les droits de l'homme.

D. Conclusion

1. Conseils pratiques à l'intention des États quant à la manière de s'acquitter de leurs obligations de consulter les peuples autochtones et de solliciter leur consentement dans le contexte des industries extractives

39. Le Mécanisme d'experts conseille aux États de créer, avec les peuples autochtones, des mécanismes (permanents)²³ permettant de consulter les peuples autochtones afin d'obtenir des indications sur les points suivants:

- a) Quand le contexte exige que les peuples autochtones soient consultés conformément au présent avis;
- b) Comment atteindre les peuples autochtones;
- c) Comment identifier les représentants avec lesquels les consultations doivent être menées;
- d) Comment assurer une évaluation indépendante des pratiques de consultation;

2. Conseils pratiques à l'intention des industries extractives quant à la manière de s'acquitter de l'obligation de respecter le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions dans le contexte de leurs activités

40. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de veiller à ce que le droit de participation des peuples autochtones soit respecté; toutefois, pour s'acquitter de leur propre obligation de respecter les droits de l'homme, les sociétés minières devraient veiller au respect du droit des peuples autochtones de participer à la prise des décisions et procéder à leur propre évaluation à cet égard. De fait, des expériences positives montrent que les sociétés minières devraient travailler en partenariat avec les États et les peuples autochtones à tous les stades de la planification et de l'exécution des activités minières susceptibles d'avoir un impact sur les intérêts des peuples autochtones.

41. Les sociétés minières devraient, en collaboration avec les peuples autochtones, évaluer les risques

22 Ceci est conforme à la décision prise par le Comité des droits de l'homme sur la communication n° 547/1993, *Mahuika et consorts c. Nouvelle-Zélande* (constatations adoptées le 27 octobre 2000), dans laquelle le Comité a déclaré que «l'acceptabilité des mesures qui affectent ou entravent les activités économiques culturellement importantes d'une minorité dépend de la question de savoir si les membres de la minorité concernée ont eu la possibilité de participer au processus de prise de décisions qui a abouti à l'adoption de ces mesures et s'ils continueront de bénéficier de leurs activités économiques traditionnelles» (par. 9.5).

23 Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones a déclaré ce qui suit: «Pour s'assurer que les entreprises respectent le droit des autochtones de participer aux décisions qui les affectent, il est utile de créer des instances officielles telles que des tables rondes de concertation et de dialogue, où sont dûment représentées les populations et les communautés affectées, les entreprises et les autorités locales» (A/HRC/15/37, par. 69).

et les impacts effectifs de leurs activités et relations commerciales en ce qui concerne les droits de ces peuples. Leur volonté de respecter ces droits devrait être reflétée dans leurs politiques et processus; elles devraient mettre de tels politiques et processus en place afin de s'acquitter de leur responsabilité de respecter les droits de l'homme. Il est conseillé aux entreprises d'évaluer dans quelle mesure elles respectent le droit des peuples autochtones et de définir une politique interne quant à la meilleure manière de s'acquitter de leur obligation de respecter les droits de l'homme, avec la participation des peuples autochtones affectés par leurs activités lorsque cela est possible. Lorsque des activités risquent d'affecter des peuples autochtones, l'entreprise concernée doit prendre les mesures voulues pour assurer une participation effective et digne de ce nom des peuples autochtones. Pour s'acquitter de leur responsabilité, les entreprises qui mènent des activités extractives doivent veiller à ce que leurs employés connaissent les droits des peuples autochtones, y compris leur droit de participer à la prise des décisions.

42. Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones souligne que:

« l'obligation qui incombe aux entreprises de respecter les droits de l'homme comprend le devoir de diligence, dite «diligence raisonnable», dont elles doivent faire preuve lorsqu'elles dressent la liste des questions particulières que posent les droits fondamentaux des autochtones, et l'attention qu'elles sont tenues de prêter à ces questions dans leurs activités. À cet effet, elles doivent commencer par reconnaître que ces populations existent et qu'elles sont dotées de structures politiques et sociales propres, qu'elles ont leur propre régime d'occupation et d'utilisation des terres, des territoires et des richesses naturelles, que les États sont tenus de les consulter dans les affaires qui les concernent et qu'il en découle des responsabilités pour les entreprises elles-mêmes; elles doivent aussi réaliser des études d'impact et prendre des mesures d'atténuation et, enfin, compter les autochtones parmi les bénéficiaires des avantages tirés de leurs activités²⁴».

43. Les industries extractives sont encouragées à soutenir, notamment financièrement, des mécanismes propres à assurer que le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions est respecté. Elles peuvent à cet effet:

- a) Consacrer des ressources financières et humaines à des mécanismes de consultation appropriés;
- b) Établir des partenariats avec les peuples autochtones;
- c) Veiller à ce que les peuples autochtones soient représentés dans les conseils d'administration ou les conseils de surveillance des sociétés minières et participent effectivement à leurs activités afin de promouvoir la responsabilité en matière de droits de l'homme au niveau de l'entreprise.

3. Conseils pratiques à l'intention des peuples autochtones sur la manière de s'acquitter de leurs obligations et de protéger leurs droits de l'homme en relation avec les industries extractives


44. Les peuples autochtones qui décident d'exploiter des ressources minières peuvent continuer à jouer un rôle positif dans le développement durable en défendant leurs droits de l'homme internationalement reconnus relativement aux industries extractives, en mettant l'accent sur la constitution de partenariats sur un pied d'égalité avec les États et les entreprises pour promouvoir le développement durable lorsque des protections environnementales adéquates sont en place.

45. En vertu de la souveraineté permanente des peuples autochtones sur les ressources naturelles et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, tels qu'énoncés dans le cadre juridique et politique international du présent rapport, le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions comprend aussi, dans le cadre de l'exercice de leur souveraineté, le droit de ne pas donner leur consentement à l'exploitation des ressources.

24 A/HRC/15/37, par. 46.







L'accès à la justice pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones

Avis n° 5 (2013) du Mécanisme d'experts: Accès à la justice pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones*

A/HRC/24/50

A. Généralités

1. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones devrait constituer le fondement de toutes les mesures, notamment législatives et politiques, visant à protéger et promouvoir le droit des peuples autochtones d'accéder à la justice. La mise en œuvre de la Déclaration devrait être considérée comme un cadre de réconciliation et un moyen d'assurer l'accès des autochtones à la justice.

2. Les préoccupations relatives à l'accès à la justice se posent en particulier dans le contexte du droit aux terres, territoires et ressources. Dans le cadre de la promotion de la paix, la justice et les relations harmonieuses et de coopération entre les États et les peuples autochtones, la Déclaration affirme le droit des peuples autochtones à l'intégrité territoriale sur leurs terres et territoires (articles 25-32). Les peuples

autochtones ont le droit, à titre collectif, de vivre dans la liberté, la paix et la sécurité en tant que peuples distincts (article 7 (2)). Une telle sécurité comprend, entre autres, les aspects culturels, environnementaux et territoriaux.

3. Le respect du droit à l'autodétermination implique de reconnaître les systèmes des peuples autochtones et la nécessité de venir à bout des facteurs historiques et des facteurs contemporains connexes qui ont des conséquences négatives pour les autochtones sur le plan du fonctionnement du système de l'État. Aux niveaux national et régional, l'action en justice stratégique, complétée par des activités d'information sur le terrain et de sensibilisation peuvent contribuer à améliorer l'accès à la justice et à renforcer la protection d'autres droits des autochtones.

4. La conception qu'ont les autochtones de l'accès à la justice, qui découle parfois de leur conception de la justice et des pratiques qui y sont liées, diffère souvent de celle qu'en ont les États et les entreprises. Aussi, avant même d'entreprendre des activités visant à faire respecter, à promouvoir et à protéger le droit des autochtones d'accéder à la justice, convient-il de s'attacher à parvenir à une communauté de vues sur ce que l'on entend par justice et les meilleurs moyens d'assurer l'accès à la justice, conformément au droit des peuples autochtones à l'autodétermination et aux droits liés à la participation dans la prise de décisions qui les concernent.



© Commission nationale des droits de l'homme de Malaisie

* Traduction non officielle

5. Les injustices historiques sont pour une part dans les multiples désavantages dont pâtissent les autochtones aujourd'hui, lesquels augmentent la probabilité qu'ils aient affaire à la justice. Les rapports entretenus par les autochtones avec les systèmes de justice pénale nationaux ne peuvent donc pas être considérés isolément de certains facteurs historiques ou de la situation économique, sociale et culturelle actuelle des peuples autochtones. En outre, d'autres branches du droit, notamment le droit de la famille, le droit de la protection de l'enfance et le droit civil ont une incidence sur ces rapports. Au nombre des solutions figurent non seulement la réforme des systèmes de justice pénale eux-mêmes, mais aussi des mesures visant à améliorer la situation socioéconomique des autochtones et tous les droits de l'homme des peuples autochtones qui sont intimement liés, interdépendants et indivisibles.

B. États

6. Conformément au droit des peuples autochtones à l'autodétermination et à s'administrer eux-mêmes, les États doivent reconnaître et appuyer les systèmes de justice des autochtones et consulter ceux-ci sur les meilleurs moyens d'entretenir le dialogue et la coopération entre les systèmes autochtones et ceux de l'État.

7. Les États doivent reconnaître et accorder une validité juridique aux pratiques coutumières qui sont déjà appliquées de facto par les autorités autochtones. Les États doivent adopter une approche flexible lors de la mise en place de limites juridictionnelles et éviter de poser des limites trop restrictives aux compétences juridictionnelles autochtones dans le domaine de la justice.

8. Les États doivent collaborer avec les peuples autochtones en vue de remédier aux facteurs sous-jacents qui empêchent les autochtones d'accéder à la justice dans des conditions d'égalité avec les autres.

9. Les États doivent s'employer, en collaboration avec les autochtones, en particulier les femmes, à déterminer quelles sont les stratégies les plus efficaces pour venir à bout des obstacles à l'accès à la justice. Cela inclut l'aide à la revitalisation des normes et institutions de la justice traditionnelle.

10. En outre, les États doivent assurer aux autochtones des voies de recours, leur en faciliter l'accès et contribuer au renforcement des capacités des communautés autochtones en les aidant à comprendre les systèmes juridiques et à y avoir recours.

11. Les États doivent se pencher sur les incidences des lois et politiques sur l'accès des autochtones aux mécanismes relatifs aux droits de l'homme et engager des réformes lorsqu'elles empêchent les autochtones de jouir d'une égalité réelle à cet égard.

12. Les États doivent reconnaître les droits des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources et doivent harmoniser leurs lois avec les coutumes des peuples autochtones en matière d'occupation et d'utilisation des terres (y compris les lois et politiques qui régissent la conduite des entreprises sur les territoires autochtones) et leurs formes de justice. Les États doivent appliquer les décisions de justice accordant des droits fonciers aux autochtones et les autres décisions de justice prises en leur faveur. Le secteur public et les pouvoirs publics ne doivent pas s'entendre pour priver les autochtones d'accès à la justice.

13. Il est recommandé de former et de sensibiliser les agents de la force publique, le personnel judiciaire et autres agences étatiques aux droits des peuples autochtones.

14. En matière de justice pénale, les autorités de l'État doivent consulter les autochtones et les institutions qui les représentent et coopérer avec eux aux fins suivantes:

- Faire en sorte que le système de justice pénale ne devienne pas l'agent de sa propre promotion grâce à une surreprésentation des autochtones;
- Élaborer des plans d'action visant à remédier à la forte victimisation des autochtones et au traitement qui leur est réservé au sein des systèmes de justice pénale nationaux;
- Mettre au point des méthodes permettant de recueillir des données complètes sur a) la victimisation des autochtones, notamment sur le nombre de poursuites engagées et b) sur la situation des autochtones en détention, en ventilant les données par âge, sexe et handicap;
- Réduire le nombre d'autochtones dans les établissements pénitentiaires, grâce notamment au recours à des mesures non privatives de liberté relevant, par exemple, d'approches traditionnelles axées sur la réparation et la réadaptation.

15. S'agissant des mécanismes de justice transitionnelle:

- Les autochtones et les institutions qui les

représentent doivent être consultés et associés à tous les stades de la création et de la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle;

- Les commissions de vérité doivent s'inspirer de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et y faire expressément référence;
- Les commissions de vérité doivent reconnaître les injustices historiques subies par les peuples autochtones et se pencher dessus, ainsi que sur la question de savoir comment la non-reconnaissance du droit des peuples autochtones à l'autodétermination au cours de l'histoire et encore aujourd'hui a créé des conditions propices aux violations des droits de l'homme;
- Les processus de recherche de la vérité doivent être liés à des actions plus larges d'information sur le terrain et d'éducation visant notamment à expliquer au grand public d'importantes questions relatives à la justice, telles que celle de l'autodétermination;
- Les processus de recherche de vérité et les programmes de réparation doivent être conçus de façon à respecter les cultures et les valeurs des peuples autochtones.

C. Peuples autochtones

16. Les peuples autochtones devraient renforcer leur action visant à faire reconnaître leurs systèmes de justice. Les peuples autochtones devraient renforcer leurs propres organisations et leur capacité de gouvernance locale pour répondre aux défis auxquels leurs communautés sont confrontées.

17. Les systèmes de justice des peuples autochtones doivent garantir que les femmes et les enfants autochtones ne sont victimes d'aucune forme de discrimination et assurer l'accès des autochtones handicapés à la justice.

18. Les peuples autochtones devraient examiner la possibilité de mettre sur pied et d'administrer leurs propres mécanismes de recherche de la vérité.

19. Les peuples autochtones devraient militer en faveur de la prise en considération expresse de leurs intérêts particuliers dans le cadre des initiatives de justice transitionnelle lorsqu'ils ne constituent qu'un groupe parmi de nombreux autres qui ont été victimes d'atteintes aux droits de l'homme.

20. Les autochtones doivent veiller à ce que tous soient effectivement représentés dans les processus de recherche de la vérité, en particulier les femmes.

D. Institutions internationales

21. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones doit orienter l'action des organismes des Nations Unies et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition.

22. L'ONU devrait consacrer des ressources à l'élaboration et la conduite, en coopération avec les autochtones, de formations à l'intention des agents des forces de l'ordre et du personnel judiciaire sur les droits des peuples autochtones en matière d'accès à la justice.

23. Le système des Nations Unies devrait s'efforcer d'étendre les programmes ayant pour objet d'aider les autochtones à engager des actions en justice stratégiques afin de faire valoir leurs droits et d'améliorer leur accès à la justice.

24. L'ONU doit collaborer avec les peuples autochtones en vue d'alimenter une réflexion plus approfondie sur le renforcement des capacités en matière de processus de recherche de la vérité et de réconciliation, et de contribuer à ce renforcement.

25. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés doivent suivre le déroulement des processus de justice transitionnelle afin de s'assurer qu'ils respectent les principes de la Déclaration et que les États donnent suite en temps voulu aux recommandations formulées par les commissions de vérité et mettent en œuvre des programmes de réparation en faveur des peuples autochtones.

E. Institutions nationales des droits de l'homme

26. Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent, en collaboration avec les autochtones, jouer un rôle important dans l'amélioration de l'accès des autochtones à la justice, notamment en encourageant la reconnaissance des systèmes de justice autochtones, en les appuyant et en promouvant la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au niveau national. Les institutions nationales des droits de l'homme, en partenariat avec les autochtones, ont la possibilité de dispenser au personnel judiciaire des formations sur les droits des autochtones en matière d'accès à la justice.

Annexes



Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 13 SEPTEMBRE 2007

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et convaincue que les États se conformeront aux obligations que leur impose la Charte,

Affirmant que les peuples autochtones sont égaux à tous les autres peuples, tout en reconnaissant le droit de tous les peuples d'être différents, de s'estimer différents et d'être respectés en tant que tels,

Affirmant également que tous les peuples contribuent à la diversité et à la richesse des civilisations et des cultures, qui constituent le patrimoine commun de l'humanité,

Affirmant en outre que toutes les doctrines, politiques et pratiques qui invoquent ou prônent la supériorité de peuples ou d'individus en se fondant sur des différences d'ordre national, racial, religieux, ethnique ou culturel sont racistes, scientifiquement fausses, juridiquement sans valeur, moralement condamnables et socialement injustes,

Réaffirmant que les peuples autochtones, dans l'exercice de leurs droits, ne doivent faire l'objet d'aucune forme de discrimination,

Préoccupée par le fait que les peuples autochtones ont subi des injustices historiques à cause, entre autres, de la colonisation et de la dépossession de leurs terres, territoires et ressources, ce qui les a empêchés d'exercer, notamment, leur droit au développement conformément à leurs propres besoins et intérêts,

Consciente de la nécessité urgente de respecter et de promouvoir les droits intrinsèques des peuples autochtones, qui découlent de leurs structures politiques, économiques et sociales et de leur culture, de leurs traditions spirituelles, de leur histoire et de leur philosophie, en particulier leurs droits à leurs terres, territoires et ressources,

Consciente également de la nécessité urgente de respecter et de promouvoir les droits des peuples autochtones affirmés dans les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus avec les États,

Se félicitant du fait que les peuples autochtones s'organisent pour améliorer leur situation sur les plans politique, économique, social et culturel et mettre fin à toutes les formes de discrimination et d'oppression partout où elles se produisent,

Convaincue que le contrôle, par les peuples autochtones, des événements qui les concernent, eux et leurs terres, territoires et ressources, leur permettra de perpétuer et de renforcer leurs institutions, leur culture et leurs traditions et de promouvoir leur développement selon leurs aspirations et leurs besoins,

Considérant que le respect des savoirs, des cultures et des pratiques traditionnelles autochtones contribue à une mise en valeur durable et équitable de l'environnement et à sa bonne gestion,

Soulignant la contribution de la démilitarisation des terres et territoires des peuples autochtones à la paix, au progrès économique et social et au développement, à la compréhension et aux relations amicales entre les nations et les peuples du monde,

Considérant en particulier le droit des familles et des communautés autochtones de conserver la responsabilité partagée de l'éducation, de la formation, de l'instruction et du bien-être de leurs enfants, conformément aux droits de l'enfant,

Estimant que les droits affirmés dans les traités, accords et autres arrangements constructifs entre les États et les peuples autochtones sont, dans certaines situations, des sujets de préoccupation, d'intérêt et de responsabilité à l'échelle internationale et présentent un caractère international,

Estimant également que les traités, accords et autres arrangements constructifs, ainsi que les relations qu'ils représentent, sont la base d'un partenariat renforcé entre les peuples autochtones et les États,

Constatant que la Charte des Nations Unies, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, affirment l'importance fondamentale du droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes, droit en vertu duquel ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel,

Consciente qu'aucune disposition de la présente Déclaration ne pourra être invoquée pour dénier à un peuple quel qu'il soit son droit à l'autodétermination, exercé conformément au droit international,

Convaincue que la reconnaissance des droits des peuples autochtones dans la présente Déclaration encouragera des relations harmonieuses et de coopération entre les États et les peuples autochtones, fondées sur les principes de justice, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de non-discrimination et de bonne foi,

Encourageant les États à respecter et à mettre en œuvre effectivement toutes leurs obligations applicables aux peuples autochtones en vertu des instruments internationaux, en particulier ceux relatifs aux droits de l'homme, en consultation et en coopération avec les peuples concernés,

Soulignant que l'Organisation des Nations Unies a un rôle important et continu à jouer dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones,

Convaincue que la présente Déclaration est une nouvelle étape importante sur la voie de la reconnaissance, de la promotion et de la protection des droits et libertés des peuples autochtones et dans le développement des activités pertinentes du système des Nations Unies dans ce domaine,

Considérant et réaffirmant que les autochtones sont admis à bénéficier sans aucune discrimination de tous les droits de l'homme reconnus en droit international, et que les peuples autochtones ont des droits collectifs qui sont indispensables à leur existence, à leur bien-être et à leur développement intégral en tant que peuples,

Considérant que la situation des peuples autochtones n'est pas la même selon les régions et les pays, et qu'il faut tenir compte de l'importance des particularités nationales ou régionales, ainsi que de la variété des contextes historiques et culturels,

Proclame solennellement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, dont le texte figure ci-après, qui constitue un idéal à atteindre dans un esprit de partenariat et de respect mutuel :

Article premier

Les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif ou individuel, de jouir pleinement de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit international relatif aux droits de l'homme.

Article 2

Les autochtones, peuples et individus, sont libres et

égaux à tous les autres et ont le droit de ne faire l'objet, dans l'exercice de leurs droits, d'aucune forme de discrimination fondée, en particulier, sur leur origine ou leur identité autochtones.

Article 3

Les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

Article 4

Les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes.

Article 5

Les peuples autochtones ont le droit de maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes, tout en conservant le droit, si tel est leur choix, de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'État.

Article 6

Tout autochtone a droit à une nationalité.

Article 7

1. Les autochtones ont droit à la vie, à l'intégrité physique et mentale, à la liberté et à la sécurité de la personne.
2. Les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif, de vivre dans la liberté, la paix et la sécurité en tant que peuples distincts et ne font l'objet d'aucun acte de génocide ou autre acte de violence, y compris le transfert forcé d'enfants autochtones d'un groupe à un autre.

Article 8

1. Les autochtones, peuples et individus, ont le droit de ne pas subir d'assimilation forcée ou de destruction de leur culture.
2. Les États mettent en place des mécanismes de prévention et de réparation efficaces visant :
 - a) Tout acte ayant pour but ou pour effet de priver les

autochtones de leur intégrité en tant que peuples distincts, ou de leurs valeurs culturelles ou leur identité ethnique ;

- b) Tout acte ayant pour but ou pour effet de les déposséder de leurs terres, territoires ou ressources ;
- c) Toute forme de transfert forcé de population ayant pour but ou pour effet de violer ou d'éroder l'un quelconque de leurs droits ;
- d) Toute forme d'assimilation ou d'intégration forcée ;
- e) Toute forme de propagande dirigée contre eux dans le but d'encourager la discrimination raciale ou ethnique ou d'y inciter.

Article 9

Les autochtones, peuples et individus, ont le droit d'appartenir à une communauté ou à une nation autochtone, conformément aux traditions et coutumes de la communauté ou de la nation considérée. Aucune discrimination quelle qu'elle soit ne saurait résulter de l'exercice de ce droit.

Article 10

Les peuples autochtones ne peuvent être enlevés de force à leurs terres ou territoires. Aucune réinstallation ne peut avoir lieu sans le consentement préalable – donné librement et en connaissance de cause – des peuples autochtones concernés et un accord sur une indemnisation juste et équitable et, lorsque cela est possible, la faculté de retour.

Article 11

1. Les peuples autochtones ont le droit d'observer et de revivifier leurs traditions culturelles et leurs coutumes. Ils ont notamment le droit de conserver, de protéger et de développer les manifestations passées, présentes et futures de leur culture, telles que les sites archéologiques et historiques, l'artisanat, les dessins et modèles, les rites, les techniques, les arts visuels et du spectacle et la littérature.
2. Les États doivent accorder réparation par le biais de mécanismes efficaces – qui peuvent comprendre la restitution – mis au point en concertation avec les peuples autochtones, en ce qui concerne les biens culturels, intellectuels, religieux et spirituels qui leur ont été pris sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, ou en violation de leurs lois, traditions et coutumes.

Article 12

1. Les peuples autochtones ont le droit de manifester, de pratiquer, de promouvoir et d'enseigner leurs traditions, coutumes et rites religieux et spirituels ; le droit d'entretenir et de protéger leurs sites religieux et culturels et d'y avoir accès en privé ; le droit d'utiliser leurs objets rituels et d'en disposer ; et le droit au rapatriement de leurs restes humains.
2. Les États veillent à permettre l'accès aux objets de culte et aux restes humains en leur possession et/ou leur rapatriement, par le biais de mécanismes justes, transparents et efficaces mis au point en concertation avec les peuples autochtones concernés.

Article 13

1. Les peuples autochtones ont le droit de revivifier, d'utiliser, de développer et de transmettre aux générations futures leur histoire, leur langue, leurs traditions orales, leur philosophie, leur système d'écriture et leur littérature, ainsi que de choisir et de conserver leurs propres noms pour les communautés, les lieux et les personnes.
2. Les États prennent des mesures efficaces pour protéger ce droit et faire en sorte que les peuples autochtones puissent comprendre et être compris dans les procédures politiques, juridiques et administratives, en fournissant, si nécessaire, des services d'interprétation ou d'autres moyens appropriés.

Article 14

1. Les peuples autochtones ont le droit d'établir et de contrôler leurs propres systèmes et établissements scolaires où l'enseignement est dispensé dans leur propre langue, d'une manière adaptée à leurs méthodes culturelles d'enseignement et d'apprentissage.
2. Les autochtones, en particulier les enfants, ont le droit d'accéder à tous les niveaux et à toutes les formes d'enseignement public, sans discrimination aucune.
3. Les États, en concertation avec les peuples autochtones, prennent des mesures efficaces pour que les autochtones, en particulier les enfants, vivant à l'extérieur de leur communauté, puissent accéder, lorsque cela est possible, à un enseignement dispensé selon leur propre culture et dans leur propre langue.

Article 15

1. Les peuples autochtones ont droit à ce que l'enseignement et les moyens d'information reflètent fidèlement la dignité et la diversité de leurs cultures, de leurs traditions, de leur histoire et de leurs aspirations.
2. Les États prennent des mesures efficaces, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones concernés, pour combattre les préjugés et éliminer la discrimination et pour promouvoir la tolérance, la compréhension et de bonnes relations entre les peuples autochtones et toutes les autres composantes de la société.

Article 16

1. Les peuples autochtones ont le droit d'établir leurs propres médias dans leur propre langue et d'accéder à toutes les formes de médias non autochtones sans discrimination aucune.
2. Les États prennent des mesures efficaces pour faire en sorte que les médias publics reflètent dûment la diversité culturelle autochtone. Les États, sans préjudice de l'obligation d'assurer pleinement la liberté d'expression, encouragent les médias privés à refléter de manière adéquate la diversité culturelle autochtone.

Article 17

1. Les autochtones, individus et peuples, ont le droit de jouir pleinement de tous les droits établis par le droit du travail international et national applicable.
2. Les États doivent, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, prendre des mesures visant spécifiquement à protéger les enfants autochtones contre l'exploitation économique et contre tout travail susceptible d'être dangereux ou d'entraver leur éducation ou de nuire à leur santé ou à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social, en tenant compte de leur vulnérabilité particulière et de l'importance de l'éducation pour leur autonomisation.
3. Les autochtones ont le droit de n'être soumis à aucune condition de travail discriminatoire, notamment en matière d'emploi ou de rémunération.

Article 18

Les peuples autochtones ont le droit de participer à la prise de décisions sur des questions qui peuvent concerner leurs droits, par l'intermédiaire de représentants qu'ils ont eux-mêmes choisis

conformément à leurs propres procédures, ainsi que le droit de conserver et de développer leurs propres institutions décisionnelles.

Article 19

Les États se concertent et coopèrent de bonne foi avec les peuples autochtones intéressés – par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives – avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives ou administratives susceptibles de concerner les peuples autochtones, afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

Article 20

1. Les peuples autochtones ont le droit de conserver et de développer leurs systèmes ou institutions politiques, économiques et sociaux, de disposer en toute sécurité de leurs propres moyens de subsistance et de développement et de se livrer librement à toutes leurs activités économiques, traditionnelles et autres.
2. Les peuples autochtones privés de leurs moyens de subsistance et de développement ont droit à une indemnisation juste et équitable.

Article 21

1. Les peuples autochtones ont droit, sans discrimination d'aucune sorte, à l'amélioration de leur situation économique et sociale, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la formation et de la reconversion professionnelles, du logement, de l'assainissement, de la santé et de la sécurité sociale.
2. Les États prennent des mesures efficaces et, selon qu'il conviendra, des mesures spéciales pour assurer une amélioration continue de la situation économique et sociale des peuples autochtones. Une attention particulière est accordée aux droits et aux besoins particuliers des anciens, des femmes, des jeunes, des enfants et des personnes handicapées autochtones.

Article 22

1. Une attention particulière est accordée aux droits et aux besoins spéciaux des anciens, des femmes, des jeunes, des enfants et des personnes handicapées autochtones dans l'application de la présente Déclaration.
2. Les États prennent des mesures, en concertation avec les peuples autochtones, pour veiller à ce que les

femmes et les enfants autochtones soient pleinement protégés contre toutes les formes de violence et de discrimination et bénéficient des garanties voulues.

Article 23

Les peuples autochtones ont le droit de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies en vue d'exercer leur droit au développement. En particulier, ils ont le droit d'être activement associés à l'élaboration et à la définition des programmes de santé, de logement et d'autres programmes économiques et sociaux les concernant, et, autant que possible, de les administrer par l'intermédiaire de leurs propres institutions.

Article 24

1. Les peuples autochtones ont droit à leur pharmacopée traditionnelle et ils ont le droit de conserver leurs pratiques médicales, notamment de préserver leurs plantes médicinales, animaux et minéraux d'intérêt vital. Les autochtones ont aussi le droit d'avoir accès, sans aucune discrimination, à tous les services sociaux et de santé.
2. Les autochtones ont le droit, en toute égalité, de jouir du meilleur état possible de santé physique et mentale. Les États prennent les mesures nécessaires en vue d'assurer progressivement la pleine réalisation de ce droit.

Article 25

Les peuples autochtones ont le droit de conserver et de renforcer leurs liens spirituels particuliers avec les terres, territoires, eaux et zones maritimes côtières et autres ressources qu'ils possèdent ou occupent et utilisent traditionnellement, et d'assumer leurs responsabilités en la matière à l'égard des générations futures.

Article 26

1. Les peuples autochtones ont le droit aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis.
2. Les peuples autochtones ont le droit de posséder, d'utiliser, de mettre en valeur et de contrôler les terres, territoires et ressources qu'ils possèdent parce qu'ils leur appartiennent ou qu'ils les occupent ou les utilisent traditionnellement, ainsi que ceux qu'ils ont acquis.
3. Les États accordent reconnaissance et protection juridiques à ces terres, territoires et ressources. Cette reconnaissance se fait en respectant dûment les

coutumes, traditions et régimes fonciers des peuples autochtones concernés.

Article 27

Les États mettront en place et appliqueront, en concertation avec les peuples autochtones concernés, un processus équitable, indépendant, impartial, ouvert et transparent prenant dûment en compte les lois, traditions, coutumes et régimes fonciers des peuples autochtones, afin de reconnaître les droits des peuples autochtones en ce qui concerne leurs terres, territoires et ressources, y compris ceux qu'ils possèdent, occupent ou utilisent traditionnellement, et de statuer sur ces droits. Les peuples autochtones auront le droit de participer à ce processus.

Article 28

1. Les peuples autochtones ont droit à réparation, par le biais, notamment, de la restitution ou, lorsque cela n'est pas possible, d'une indemnisation juste, correcte et équitable pour les terres, territoires et ressources qu'ils possédaient traditionnellement ou occupaient ou utilisaient et qui ont été confisqués, pris, occupés, exploités ou dégradés sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.
2. Sauf si les peuples concernés en décident librement d'une autre façon, l'indemnisation se fait sous forme de terres, de territoires et de ressources équivalents par leur qualité, leur étendue et leur régime juridique, ou d'une indemnité pécuniaire ou de toute autre réparation appropriée.

Article 29

1. Les peuples autochtones ont droit à la préservation et à la protection de leur environnement et de la capacité de production de leurs terres ou territoires et ressources. À ces fins, les États établissent et mettent en œuvre des programmes d'assistance à l'intention des peuples autochtones, sans discrimination d'aucune sorte.
2. Les États prennent des mesures efficaces pour veiller à ce qu'aucune matière dangereuse ne soit stockée ou déchargée sur les terres ou territoires des peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.
3. Les États prennent aussi, selon que de besoin, des mesures efficaces pour veiller à ce que des programmes de surveillance, de prévention et de soins de santé destinés aux peuples autochtones

affectés par ces matières, et conçus et exécutés par eux, soient dûment mis en œuvre.

Article 30

1. Il ne peut y avoir d'activités militaires sur les terres ou territoires des peuples autochtones, à moins que ces activités ne soient justifiées par des raisons d'intérêt public ou qu'elles n'aient été librement décidées en accord avec les peuples autochtones concernés, ou demandées par ces derniers.
2. Les États engagent des consultations effectives avec les peuples autochtones concernés, par le biais de procédures appropriées et, en particulier, par l'intermédiaire de leurs institutions représentatives, avant d'utiliser leurs terres et territoires pour des activités militaires.

Article 31

1. Les peuples autochtones ont le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur patrimoine culturel, leur savoir traditionnel et leurs expressions culturelles traditionnelles ainsi que les manifestations de leurs sciences, techniques et culture, y compris leurs ressources humaines et génétiques, leurs semences, leur pharmacopée, leur connaissance des propriétés de la faune et de la flore, leurs traditions orales, leur littérature, leur esthétique, leurs sports et leurs jeux traditionnels et leurs arts visuels et du spectacle. Ils ont également le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur propriété intellectuelle collective de ce patrimoine culturel, de ce savoir traditionnel et de ces expressions culturelles traditionnelles.
2. En concertation avec les peuples autochtones, les États prennent des mesures efficaces pour reconnaître ces droits et en protéger l'exercice.

Article 32

1. Les peuples autochtones ont le droit de définir et d'établir des priorités et des stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation de leurs terres ou territoires et autres ressources.
2. Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres.

3. Les États mettent en place des mécanismes efficaces visant à assurer une réparation juste et équitable pour toute activité de cette nature, et des mesures adéquates sont prises pour en atténuer les effets néfastes sur les plans environnemental, économique, social, culturel ou spirituel.

Article 33

1. Les peuples autochtones ont le droit de décider de leur propre identité ou appartenance conformément à leurs coutumes et traditions, sans préjudice du droit des autochtones d'obtenir, à titre individuel, la citoyenneté de l'État dans lequel ils vivent.
2. Les peuples autochtones ont le droit de déterminer les structures de leurs institutions et d'en choisir les membres selon leurs propres procédures.

Article 34

Les peuples autochtones ont le droit de promouvoir, de développer et de conserver leurs structures institutionnelles et leurs coutumes, spiritualité, traditions, procédures ou pratiques particulières et, lorsqu'ils existent, leurs systèmes ou coutumes juridiques, en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Article 35

Les peuples autochtones ont le droit de déterminer les responsabilités des individus envers leur communauté.

Article 36

1. Les peuples autochtones, en particulier ceux qui vivent de part et d'autre de frontières internationales, ont le droit d'entretenir et de développer, à travers ces frontières, des contacts, des relations et des liens de coopération avec leurs propres membres ainsi qu'avec les autres peuples, notamment des activités ayant des buts spirituels, culturels, politiques, économiques et sociaux.
2. Les États prennent, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, des mesures efficaces pour faciliter l'exercice de ce droit et en assurer l'application.

Article 37

1. Les peuples autochtones ont droit à ce que les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus avec des États ou leurs successeurs soient reconnus et effectivement appliqués, et à ce que les États honorent et respectent lesdits traités, accords et autres arrangements constructifs.

2. Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée de manière à diminuer ou à nier les droits des peuples autochtones énoncés dans des traités, accords et autres arrangements constructifs.

Article 38

Les États prennent, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, les mesures appropriées, y compris législatives, pour atteindre les buts de la présente Déclaration.

Article 39

Les peuples autochtones ont le droit d'avoir accès à une assistance financière et technique, de la part des États et dans le cadre de la coopération internationale, pour jouir des droits énoncés dans la présente Déclaration.

Article 40

Les peuples autochtones ont le droit d'avoir accès à des procédures justes et équitables pour le règlement des conflits et des différends avec les États ou d'autres parties et à une décision rapide en la matière, ainsi qu'à des voies de recours efficaces pour toute violation de leurs droits individuels et collectifs. Toute décision en la matière prendra dûment en considération les coutumes, traditions, règles et systèmes juridiques des peuples autochtones concernés et les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Article 41

Les organes et les institutions spécialisées du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales contribuent à la pleine mise en œuvre des dispositions de la présente Déclaration par la mobilisation, notamment, de la coopération financière et de l'assistance technique. Les moyens d'assurer la participation des peuples autochtones à l'examen des questions les concernant doivent être mis en place.

Article 42

L'Organisation des Nations Unies, ses organes, en particulier l'Instance permanente sur les questions autochtones, les institutions spécialisées, notamment au niveau des pays, et les États favorisent le respect et la pleine application des dispositions de la présente Déclaration et veillent à en assurer l'efficacité.

Article 43

Les droits reconnus dans la présente Déclaration constituent les normes minimales nécessaires à la survie, à la dignité et au bien-être des peuples autochtones du monde.

Article 44

Tous les droits et libertés reconnus dans la présente Déclaration sont garantis de la même façon à tous les autochtones, hommes et femmes.

Article 45

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme entraînant la diminution ou l'extinction de droits que les peuples autochtones ont déjà ou sont susceptibles d'acquérir à l'avenir.

Article 46

1. Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un peuple, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte contraire à la Charte des Nations Unies, ni considérée comme autorisant ou encourageant aucun acte ayant pour effet de détruire ou d'amoindrir, totalement ou partiellement, l'intégrité territoriale ou l'unité politique d'un État souverain et indépendant.
2. Dans l'exercice des droits énoncés dans la présente Déclaration, les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous sont respectés. L'exercice des droits énoncés dans la présente Déclaration est soumis uniquement aux restrictions prévues par la loi et conformes aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Toute restriction de cette nature sera non discriminatoire et strictement nécessaire à seule fin d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et de satisfaire aux justes exigences qui s'imposent dans une société démocratique.
3. Les dispositions énoncées dans la présente Déclaration seront interprétées conformément aux principes de justice, de démocratie, de respect des droits de l'homme, d'égalité, de non-discrimination, de bonne gouvernance et de bonne foi.

Brèves synthèses des études conduites par le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

ÉTUDE SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET LES DÉFIS À RELEVER POUR FAIRE DU DROIT DES PEUPLES AUTOCHTONES À L'ÉDUCATION UNE RÉALITÉ (A/HRC/12/33)

L'étude réalisée par le Mécanisme d'experts sur le droit des peuples autochtones à l'éducation analyse le cadre international des droits de l'homme relativement à cette question, en s'appuyant tout particulièrement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ainsi que sur les traités internationaux et régionaux en matière de droits de l'homme. L'étude se penche sur les systèmes et établissements éducatifs autochtones, en ce compris l'enseignement et les établissements traditionnels, et sur l'intégration des perspectives autochtones dans les systèmes éducatifs ordinaires; elle présente par ailleurs un certain nombre d'enseignements tirés dans des domaines incluant les lois et politiques nationales, le soutien en matière de ressources financières et d'infrastructure, la création d'institutions traditionnelles dans ce domaine, l'enseignement des langues autochtones et les questions de formation et validation des compétences des enseignants. Enfin, l'étude aborde certains des principaux défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité, notamment la discrimination et l'accès insuffisant à l'éducation, les problèmes concernant les femmes et l'insuffisance des dépenses publiques en faveur de l'éducation des peuples autochtones.

ÉTUDE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LE DROIT DE PARTICIPER À LA PRISE DE DÉCISIONS (A/HRC/18/42)

L'étude réalisée par le Mécanisme d'experts sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise

de décisions met l'accent sur les bonnes pratiques initiées dans ce domaine et s'appuie sur les recherches propres au Mécanisme d'experts ainsi que sur les soumissions reçues de la part des États et des peuples autochtones. Le Mécanisme d'experts propose des exemples de bonnes pratiques en matière de processus et institutions associés à la prise de décisions en interne, notamment les parlements et organisations autochtones, ainsi que les systèmes juridiques autochtones. Le Mécanisme d'experts aborde également la question du rôle des femmes autochtones dans le cadre de ces processus et institutions internes. L'étude s'intéresse en outre à la participation des peuples autochtones dans les mécanismes décisionnels associés aux institutions et aux processus étatiques comme non-étatiques qui les affectent. Parmi les thèmes étudiés figurent la participation dans le cadre des procédures parlementaires, la participation à la gouvernance, la question du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et la participation aux forums et processus menés à l'échelon international.

ÉTUDE SUR LE RÔLE DES LANGUES ET DE LA CULTURE DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS ET DE L'IDENTITÉ DES PEUPLES AUTOCHTONES (A/HRC/21/53)

Cette étude donne un aperçu des normes internationales et régionales relatives aux droits linguistiques et culturels, en mettant l'accent sur la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Elle décrit la relation des cultures et des langues autochtones avec le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et leur droit à leurs terres, territoires et ressources, ainsi que l'importance centrale des langues des peuples autochtones eu égard à leur identité. Il s'ensuit une analyse sur l'identité culturelle des peuples autochtones, incluant spiritualité, diversité culturelle et savoirs traditionnels autochtones. L'étude se referme sur un aperçu de certaines des principales difficultés rencontrées dans la promotion et la protection des droits culturels et linguistiques autochtones. D'après le Mécanisme d'experts, l'adaptation culturelle, la revitalisation des cultures des peuples autochtones, le développement non autochtone des terres et territoires des peuples autochtones, le manque de reconnaissance des cultures des peuples autochtones, les changements climatiques et l'assimilation comptent au nombre de difficultés ainsi posées aux peuples autochtones.

* Chaque étude peut être consultée dans son intégralité sur le site du HCDH: <http://www2.ohchr.org/french/issues/indigenous/ExpertMechanism/index.htm>

**RAPPORT DE SUIVI SUR LES PEUPLES
AUTOCHTONES ET LE DROIT DE PARTICIPER À
LA PRISE DE DÉCISIONS, L'ACCENT ÉTANT MIS
SUR LES INDUSTRIES EXTRACTIVES
(A/HRC/21/55)**

Dans le cadre de ce rapport de suivi, le Mécanisme d'experts se penche sur le droit de participer à la prise de décisions, en mettant l'accent sur les industries extractives. Le Mécanisme d'experts présente le cadre juridique et politique international en la matière, en s'appuyant tout particulièrement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ainsi que sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme approuvés par le Conseil des droits de l'homme. L'étude aborde le principe du droit des peuples autochtones à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, faisant partie intégrante du droit à l'autodétermination. L'étude expose ensuite un certain nombre de considérations politiques concernant la participation à la prise de décisions en ce qui concerne les activités d'extraction, à l'instar de la certitude nécessaire quant à la propriété des ressources naturelles, de la distinction entre droits procéduraux et droits substantiels, et des questions touchant les femmes et les filles autochtones dans ce contexte.

**ÉTUDE SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE DANS LA
PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS
DES PEUPLES AUTOCHTONES (A/HRC/24/50)**

Cette étude s'intéresse au droit à la justice pour les peuples autochtones. Elle examine les cadres juridiques internationaux et régionaux, en s'appuyant tout particulièrement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle propose ensuite une analyse sur le lien entre l'accès à la justice et les droits des peuples autochtones à l'auto-détermination, à la non-discrimination et à la culture, et énumère les principaux domaines où des mesures peuvent être prises pour faire progresser le droit des peuples autochtones d'accéder à la justice, en ce compris le rôle des tribunaux nationaux et des systèmes de justice pénale, ainsi que la reconnaissance des systèmes de justice des peuples autochtones. Enfin, l'étude aborde la question de l'accès à la justice dans le cas des femmes, des enfants et des jeunes ainsi que des personnes handicapées autochtones, et le potentiel offert par les processus de recherche de la vérité et de réconciliation afin de promouvoir l'accès à la justice pour les peuples autochtones.



© Tulu Mani Chakma, 2013



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) représente l'engagement du monde envers les idéaux universels de la dignité humaine. La communauté internationale lui a confié un mandat unique, celui de promouvoir et protéger tous les droits de l'homme. Créé en 1993, le HCDH est chargé de promouvoir et protéger la jouissance et le plein exercice, par tous, de l'ensemble des droits de l'homme.

Il a pour mandat de prévenir les violations des droits de l'homme, de veiller au respect de tous les droits de la personne, de promouvoir la coopération internationale en vue de protéger les droits de l'homme, de coordonner les activités correspondantes à l'échelle du système des Nations Unies, ainsi que de renforcer et rationaliser le travail de ces dernières dans le domaine des droits de l'homme. Le HCDH assure également la fonction de secrétariat du Conseil des droits de l'homme, des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales, des organes des traités et de l'examen périodique universel.

Haut Commissariat aux droits de l'homme

Palais des Nations
CH 1211 Genève 10 – Suisse
Téléphone: +41 22 917 90 00
Télécopie: +41 22 917 90 08
www.ohchr.org